

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/HRV/3

29 août 1995

(95-2488)

Original: anglais

ACCESSION DE LA CROATIE

Questions et réponses concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (document L/7466)

Dans une communication datée du 23 septembre 1993 et distribuée sous la cote L/7298, le gouvernement croate a demandé à accéder à l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers sur la base de l'article XXXIII de l'Accord général. Eu égard à la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995, le Groupe de travail de l'accession de la Croatie au GATT de 1947 a été transformé en un Groupe de travail de l'accession de la Croatie à l'OMC. Le mandat de ce Groupe de travail est reproduit dans le document WT/ACC/HRV/1. Les membres ont été invités par le document L/7466 à présenter par écrit des questions sur le régime de commerce extérieur de la Croatie. Les questions posées par les membres et les réponses fournies par les autorités croates sont reproduites ci-après.

Les délégations qui désirent soulever d'autres questions au sujet du régime de commerce extérieur de la Croatie voudront bien les adresser à la délégation de ce pays (avec copie au Secrétariat) avant la réunion du Groupe de travail de façon à ce que la Croatie puisse fournir des réponses mûrement réfléchies aux membres du Groupe lorsque celui-ci se réunira.

II. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR

II.1 Economie

II.1 b) Grandes orientations de la politique économique actuelle

Question 1

Veillez indiquer quels sont les services publics dont les prix sont fixés par les autorités locales.

Réponse:

La République de Croatie n'a pas de loi particulière permettant à l'Etat de réglementer directement les prix des services publics. En vertu des lois en vigueur, à savoir la Loi sur le système de contrôle des prix (Journal officiel n° 53/91, 73/91, 29/92, 43/93 et 94/93) et la Loi sur le contrôle des prix sociaux (Journal officiel n° 27/85, 53/90 et 26/93), les prix sont fixés en fonction des conditions du marché pour tous les produits et services, mais les autorités locales et organismes administratifs peuvent prendre des mesures de contrôle des prix des services publics (loyers, eau, assainissement, chauffage central et enlèvement des ordures). Des mesures de contrôle direct des prix (plafonnement des prix, baisses de prix ou méthodes de détermination des prix) sont instituées si l'on estime que le marché a subi ou pourrait subir des perturbations ou que les prix ont évolué de façon injustifiée.

Les mesures de contrôle direct ne peuvent être en vigueur que pour six mois au maximum et leur reconduction est subordonnée à certaines conditions.

Comme les services publics sont un élément très important du budget des ménages et que leur prix a un effet direct sur le niveau de vie de la population, presque toutes les collectivités locales appliquent aux principaux services publics l'une ou l'autre des mesures de contrôle direct prévues.

Question 2

On peut lire à la page 12 (de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur) que: "le gouvernement est déterminé à lutter contre les pratiques monopolistiques sur le marché surtout dans le secteur des produits agricoles et alimentaires, dont le commerce reste soumis à certaines limitations du fait que l'Etat gère des stocks d'intervention". A la page 57, il est précisé que le rôle des stocks "est particulièrement important en tant qu'instrument de protection dans le secteur agricole".

La Croatie pourrait-elle donner des éléments montrant que ces interventions ne constitueront pas des obstacles au commerce?

Réponse:

Comme nous l'avons souligné dans l'Aide-mémoire, la fonction première de l'Office gouvernemental des réserves de produits de base est de gérer des réserves permanentes qui doivent permettre de répondre aux besoins du pays en cas de guerre ou de situation d'urgence ou d'intervenir en cas de perturbation majeure du marché.

Depuis l'indépendance de la Croatie, ces stocks ont été utilisés pour répondre aux besoins de la population et des entreprises dans les zones frappées par la guerre, lorsque les opérations militaires empêchaient ou entravaient le commerce normal.

Les stocks de produits de base ne sont utilisés par le gouvernement qu'à titre exceptionnel, pour prévenir une hausse des prix intérieurs des produits agricoles et alimentaires ou lutter contre les comportements monopolistiques de certains producteurs. Les interventions sont devenues moins fréquentes depuis la libéralisation du commerce extérieur et la suppression des contingents d'importation.

La phrase de la page 12 de l'Aide-mémoire mentionnée dans la question doit être replacée dans le contexte des mesures d'application du programme de stabilisation - dont le principal objectif est de réduire l'inflation - et en particulier des mesures appliquées à la fin de 1993, juste avant la suppression des contingents d'importation pour la plupart des produits agricoles et alimentaires de base (pour plus de précisions, voir les réponses n° 8, 9 et 15).

Si les autorités décident d'intervenir sur le marché par l'intermédiaire de l'Office gouvernemental des réserves de produits de base, celui-ci n'importe pas directement les marchandises concernées mais lance des appels d'offre et choisit l'offre la plus favorable. L'adjudicataire importe alors les marchandises en son propre nom, pour le compte de l'Office.

Cette procédure respecte le principe de non-discrimination, conformément à l'article XVII du GATT. L'adjudication se fait exclusivement sur la base des conditions commerciales offertes (prix, délais, etc.).

Une des formes d'intervention prévues par la Loi sur les réserves de produits de base consiste à acheter des produits agricoles de base à un prix garanti, si les conditions du marché sont telles que ces produits ne peuvent pas se vendre en dessus de ce prix. Cela donne aux producteurs nationaux et en particulier aux agriculteurs une certaine garantie d'écoulement de leurs excédents, ce qui encourage l'agriculture. Toutefois, l'Office des réserves de produits de base ne recourt que très rarement et dans des cas exceptionnels à cette mesure d'intervention, comme le montre le fait que ces dernières années elle n'a concerné que 5 à 10 pour cent du total des achats.

II.1 c) Situation économique actuelle

Question 3

Veillez donner des précisions sur l'économie informelle. Selon le gouvernement, quelle est la part du secteur informel dans l'économie croate? Quels sont les biens et services échangés dans le secteur informel? Quelles sont les causes de l'existence des activités informelles? Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour en réduire l'importance?

Réponse:

En ce qui concerne le nombre de personnes participant aux activités informelles et la part de ces activités dans le produit intérieur brut, on ne dispose d'aucune estimation résultant d'une analyse complète et systématique de ce phénomène.

Selon des estimations préliminaires fondées sur une analyse des activités de certaines catégories de la population (chômeurs, personnes employées dans l'économie officielle, personnes non actives d'âge actif, personnes déplacées et réfugiés), axée sur l'évasion fiscale, 16,7 à 27,2 pour cent de la population totale du pays participeraient à des activités informelles. Sur la base de certaines indications concernant le temps de travail et la productivité du travail, on peut estimer que leur travail correspond à celui de 10,3 à 16,3 pour cent des personnes employées dans l'économie officielle.

Comme les revenus salariaux et le chiffre d'affaires sont assez lourdement imposés, l'évasion fiscale est très avantageuse et donc largement pratiquée.

On estime que le manque à gagner fiscal est d'environ un cinquième.

La production du secteur informel représenterait environ 16 à 21 pour cent du produit intérieur brut officiel.

Les principales activités informelles sont le commerce, la restauration, la construction, l'entretien des automobiles, la réparation d'appareils ménagers, la location de locaux commerciaux et de logements, les services aux entreprises, les services domestiques et, dans une moindre mesure, les industries de transformation et l'agriculture.

La Croatie est un petit pays, ouvert, qui sort d'une guerre et est en phase de transition, après avoir subi une longue récession économique, autant de facteurs qui ont encouragé le développement de l'économie informelle.

Une grande partie de la population s'est livrée à des activités économiques informelles en raison de la contraction de l'activité économique globale, de la chute des revenus réels des ménages, de l'accroissement du chômage et de l'importance de la population déplacée et du nombre de réfugiés. L'accroissement de la demande de biens et services du secteur informel est le reflet des efforts faits pour pallier les difficultés dues au déclin du niveau de vie.

Pour lutter contre ce phénomène, le gouvernement a mis l'accent sur la modernisation du système fiscal, de l'administration fiscale et de la législation, sur la stabilisation du régime juridique et la déréglementation de l'activité économique, préalables à un meilleur fonctionnement de l'économie de marché.

En outre, la politique de stabilisation économique, de privatisation et d'ajustement structurel a ouvert la voie à la croissance, à la libre entreprise, au développement de l'emploi et à l'amélioration des revenus officiels réels des ménages, autant de facteurs qui réduiront la nécessité de recourir à des activités informelles ainsi que la demande de produits et services fournis par le secteur informel.

Cela devrait entraîner un élargissement de l'assiette de l'impôt et donc une réduction de la charge fiscale et des incitations à l'évasion fiscale.

II.2 c) Dette extérieure

Question 4

Quelles sont la situation actuelle et les perspectives futures de la succession concernant l'actif et le passif de l'ancienne Yougoslavie?

Réponse:

A la suite des conclusions de la Conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie et de la création d'un comité de travail spécial pour la succession, le processus de négociation sur la succession de l'ex-Yougoslavie a commencé il y a plus de deux ans.

La première phase de négociations a abouti à la rédaction de règles de succession et à un inventaire approximatif de l'actif et du passif de l'ex-Yougoslavie. Malheureusement, ces documents n'ont pas permis de trouver un accord sur les principaux enjeux de la succession. Deux conceptions fondamentalement différentes de la succession étaient en présence: l'une basée sur le droit international, qui avait la faveur de quatre des Etats successeurs, (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine et Slovénie); l'autre, qui refusait de reconnaître le droit international et le démantèlement de

l'ex-Yougoslavie, partait du principe qu'il y avait un droit de continuité qui devrait être attribué à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

Pour régler cette divergence de vue concernant la méthode de succession, les coprésidents de la Conférence ont demandé l'opinion de la Commission d'arbitrage, organe subsidiaire de la Conférence. La Commission s'est prononcée en faveur de la première approche, c'est-à-dire l'application du droit international. Malheureusement, la délégation de la République fédérative de Yougoslavie a rejeté les conclusions de la Commission d'arbitrage, bloquant la voie de la négociation pour régler la succession.

Refusant d'accepter cette situation, les dirigeants de la Conférence ont décidé de poursuivre les travaux sur la succession en faisant appel à un groupe d'experts internationaux, qui en coopération avec les responsables de la Conférence et sur la base d'un ensemble des travaux antérieurs relatifs à la question de la succession, ont établi un avant-projet de convention de succession. Après avoir entendu les observations de toutes les parties intéressées sur cette convention, les responsables de la Conférence établiront un projet définitif qui devrait en principe être adopté par le Conseil de sécurité des Nations Unies et serait contraignant pour toutes les parties. Sa mise en oeuvre serait assurée au moyen des mécanismes du Conseil de sécurité et d'autres organisations internationales. D'après les responsables de la Conférence, cette convention devrait être adoptée dans le premier trimestre de l'année prochaine, après quoi sa mise en oeuvre pourra commencer.

Par ailleurs, les dettes non réparties de l'ex-Yougoslavie figurent dans l'inventaire de l'actif et du passif et doivent être subdivisées entre les Etats successeurs sur la base d'une formule prédéterminée. Entre-temps, la Croatie a accepté ses obligations découlant des dettes déjà réparties, et assumera également sa part des dettes qui ne sont pas encore réparties.

III. INSTRUMENTS ET MESURES CONCERNANT LE REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

III.1 Loi sur les opérations de commerce extérieur

Question 5

Quelles sont les principales caractéristiques des modifications apportées à la Loi sur les opérations de commerce extérieur?

Quelles sont les principales caractéristiques des mesures visant à "accroître la libéralisation des importations" (page 19, 3ème paragraphe)?

Réponse:

Les modifications apportées à la Loi sur les opérations de commerce extérieur de novembre 1993 ont élargi la portée de la loi antérieure, sans approfondir la réglementation globale du commerce extérieur.

La libéralisation des importations a consisté à accorder aux commerçants et agriculteurs la possibilité d'importer librement des véhicules commerciaux et des équipements destinés à leur propre usage. En outre, l'interdiction faite aux entreprises et particuliers croates d'importer des véhicules commerciaux ou privés d'occasion a été levée.

III.1 e) Accords de compensation avec l'étranger

Question 6

Veillez fournir des exemples d'accords de compensation avec l'étranger actuellement en vigueur.

Sur quelles dispositions du GATT se fondent ces accords?

La Croatie a-t-elle l'intention d'abolir les dispositions légales nationales sur lesquelles se fondent ces accords?

Réponse:

En vertu de la Loi sur le commerce, les entités commerciales nationales peuvent conclure des accords de compensation avec l'étranger moyennant l'autorisation du Ministère des affaires économiques. Le Ministère donne son autorisation sur la base d'une demande présentée par l'entité juridique nationale et du contrat conclu avec la partie étrangère, contrat qui doit faire apparaître un accord de compensation, c'est-à-dire un accord dans lequel l'échange est réglé en nature.

Dans une situation caractérisée par une monnaie inconvertible et d'importantes restrictions concernant les devises fortes, l'approbation des accords de compensation dépend avant tout des marchandises visées ainsi que des pays étrangers concernés, c'est-à-dire que la priorité est systématiquement accordée aux pays qui ont des difficultés de balance de paiements et donc du mal à régler leurs importations en devises convertibles, ou dont il est tout simplement impossible de se faire payer autrement qu'en nature.

La préférence est donnée aux commerçants qui peuvent se faire payer leurs exportations en biens d'équipement, matières premières, etc.

Aujourd'hui, avec une monnaie nationale plus stable et convertible sur le plan interne, la République de Croatie a pu considérablement simplifier l'approbation des accords de compensation et applique des mesures beaucoup moins restrictives que par le passé.

Les accords de compensation suscitent beaucoup moins d'intérêt aujourd'hui, notamment dans le cas des partenaires commerciaux de l'Europe orientale qui, par le passé, n'avaient pas le choix et étaient obligés de régler une grande partie de leurs importations en nature. Dans le cas des pays développés (Europe, Etats-Unis, Japon, etc.), les accords de compensation ont très rarement suscité un quelconque intérêt par le passé et ils restent toujours aussi rares.

Les seuls partenaires avec lesquels les entités commerciales croates souhaitent encore fréquemment conclure des accords de compensation sont ceux qui sont issus du démantèlement de l'ex-Yougoslavie, à savoir la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et la Slovénie.

Le Ministère des finances approuve les accords de compensation sur la base des demandes présentées par les entreprises. En 1994, il a approuvé 400 contrats de ce type. La majeure partie d'entre eux concernaient les produits suivants: demi-produits sidérurgiques, matériaux de construction en bois, câbles, tôles d'aluminium, pneumatiques, matières premières agricoles, plâtre, verre, équipements industriels, minéraux, etc.

Aucune demande d'approbation d'un accord de compensation n'a été rejetée.

Cela dit, il faut souligner que les accords de compensation sont assujettis à toutes les restrictions concernant les importations et exportations et aux mêmes conditions qui s'appliquent aux transactions ordinaires réglées en devises (contingents et quotas, droits de douane, taxes, etc.).

Le nouveau projet de loi sur le commerce prévoit que les accords de compensation continueront d'être supervisés par le Ministère. Ce type de transaction devrait être complètement libéralisé le jour où la monnaie nationale sera pleinement convertible, où le marché intérieur et l'économie nationale seront stabilisés et consolidés et où la situation des pays avec lesquels il existe actuellement un commerce de compensation sera stabilisée.

Question 7

Veuillez décrire plus en détail, avec des exemples, les critères employés par la Croatie pour l'approbation des accords de compensation.

Veuillez indiquer quels sont les types de biens et services pour lesquels il est le plus et le moins facile d'obtenir l'approbation d'accords de compensation. Quels sont les accords de compensation actuellement en vigueur? Quels sont les produits échangés dans le cadre de ces accords et les conditions appliquées?

Réponse:

La loi en vigueur permet aux entités commerciales croates de conclure des accords de compensation avec l'approbation du Ministère des affaires économiques. Le Ministère délivre son autorisation sur demande présentée par l'entité commerciale nationale et sur la base du contrat signé avec une personne morale étrangère, qui doit montrer clairement qu'un accord de compensation a été conclu, c'est-à-dire que l'échange se fait sous forme de troc.

En raison de la situation actuelle de la République de Croatie et de la stabilité et de la convertibilité de la monnaie nationale, l'approbation des accords de compensation avec l'étranger a été considérablement simplifiée et les conditions sont devenues beaucoup moins restrictives que ces dernières années.

L'intérêt suscité par les accords de compensation diminue en particulier avec les anciens pays socialistes d'Europe orientale, avec lesquels la Croatie réalisait une grande partie de son commerce de marchandises. Sauf quelques exceptions, il n'y a pas et il n'y a jamais eu beaucoup d'intérêt pour ce type d'accord dans les pays développés (Europe, Etats-Unis, Japon, etc.).

Les entités commerciales croates ne cherchent à conclure des accords de compensation qu'avec les pays issus du démantèlement de l'ex-Yougoslavie, c'est-à-dire la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et la Slovénie.

Le Ministère des affaires économiques approuve les accords de compensation sur la base des demandes présentées par les entités commerciales intéressées. En 1994, il en a approuvé 400, portant sur les marchandises suivantes: demi-produits sidérurgiques, bois, câbles, tôles d'aluminium, caoutchouc, produits agricoles, plâtre, verre, équipements industriels, minéraux, etc.

Aucune demande d'approbation d'un accord de compensation n'a été refusée.

Il faut souligner que toutes les conditions et restrictions appliquées aux exportations et importations (quotas et contingents, droits de douane, redevances, etc.) s'appliquent de la même façon aux accords de compensation et aux transactions ordinaires réglées en devises.

Le nouveau projet de loi sur le commerce prévoit que les accords de compensation resteront dans une certaine mesure supervisés par le Ministère. Ces accords ne seront entièrement libéralisés que lorsque le marché intérieur et l'économie nationale seront stabilisés et consolidés et que la situation économique des pays qui sont les partenaires les plus fréquents dans ce type d'accord (c'est-à-dire les pays issus du démantèlement de l'ex-Yougoslavie) sera stabilisée.

III.1 f) Accords de réexportation

Question 8

Veillez donner des exemples des "règles du commerce international" et "principes de la concurrence loyale" que la Croatie applique dans l'administration des accords de réexportation et des exemples d'accords de ce type qui n'ont pas été approuvés. Veillez confirmer s'il est bien vrai que la nouvelle loi sur le commerce supprimera toutes les obligations de licence.

Réponse:

Dans le cadre de l'actuelle Loi sur les opérations de commerce extérieur, les accords de réexportation s'entendent des accords visant l'achat de marchandises à l'étranger qui seront revendues à l'étranger. La loi offre de nombreuses possibilités pour ce type de transaction: les marchandises peuvent être temporairement importées et entreposées en franchise de droit de douane et revendues à l'étranger en l'état ou sans transformation notable; elles peuvent aussi faire l'objet d'une ouvraison supplémentaire (finition, transformation, amélioration, etc.). Lorsqu'il existait des arrangements de compensation pour les échanges de produits avec les pays de l'ex-Union soviétique et les pays socialistes d'Europe orientale, les accords de réexportation relevaient des ministères compétents de l'ancien Etat et ces ministères s'intéressaient tout particulièrement à l'endroit et aux conditions dans lesquels les marchandises acquises dans le cadre des arrangements de compensation conclus avec ces Etats seraient vendues. Aujourd'hui, l'approbation des accords de réexportation est une formalité, comme le montre le fait que, en 1994, 1 400 demandes à cet effet ont été approuvées, et 1 100 en 1995. Seules quelques demandes ont été rejetées au motif qu'on avait des raisons de penser que les transactions entraîneraient une violation des sanctions imposées à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ou d'autres résolutions des Nations Unies, interdisant la livraison de marchandises, armes et munitions sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Le passage de l'Aide-mémoire cité dans la question concerne ces cas et d'autres cas similaires de violation d'accords conclus entre la Croatie et d'autres pays ou de principes du commerce international (trafic d'armes et de stupéfiants, commerce de produits sensibles), ainsi que du contournement des lois relatives à l'origine des marchandises. Compte tenu du fait que la République de Croatie a été en état de guerre, ou plutôt dans un état intermédiaire entre la paix et la guerre, pendant près de quatre ans, il n'est pas étonnant que ce type de transaction de commerce extérieur fasse l'objet d'une attention particulière et soit assujéti à certaines règles. La nouvelle loi sur le commerce ne prévoit pas de système d'autorisation des accords de réexportation mais, en considération des circonstances actuelles et des mesures prises par la communauté internationale à l'égard des Etats voisins, elle habilite les autorités à appliquer des conditions particulières à ce type de transaction dans des cas exceptionnels.

Question 9

L'UE souhaiterait avoir une liste de toutes les mesures tarifaires et non tarifaires appliquées aux produits agricoles, par ligne tarifaire. Quels sont les produits assujettis à un contingentement ou à des licences? Comment ces contingents et licences sont-ils administrés?

Réponse:

Le gouvernement de la République de Croatie a déterminé quelles sont les marchandises d'exportation et d'importation assujetties à un contingentement ou à une obligation de licence et quelles sont les marchandises qui peuvent être exportées ou importées sans aucune restriction dans sa Décision sur la classification des marchandises selon le type d'importation et le type d'exportation.

Des produits agricoles relevant de 54 positions tarifaires sont contingentés à l'exportation. Il s'agit principalement des produits suivants: animaux reproducteurs, poissons, lait, arbres fruitiers, semences, vin rouge, vinaigre, son, etc. (On trouvera ci-joint une liste intitulée "Contingents d'importations".)

Le niveau des contingents d'importations et d'exportations pour les différents produits est déterminé par le gouvernement à la fin de chaque année pour l'année suivante. La répartition des quotas relève de la Chambre de commerce croate qui doit, au plus tard huit jours avant la date de répartition, publier dans la presse une invitation à présenter des demandes de contingents et déterminer les conditions, le lieu et la date de l'attribution des contingents.

L'attribution est faite par des commissions composées d'au moins cinq membres, constituées par la Chambre de commerce croate, pour les différents types de marchandises (il existe des commissions spéciales pour les produits agricoles et alimentaires).

Les exportations de produits agricoles et alimentaires ne sont assujetties à aucune restriction quantitative.

On trouvera à l'Appendice 20 une récapitulation des mesures tarifaires et non tarifaires de protection visant les produits des chapitres 1 à 24 du tarif douanier.

Question 10

La Croatie pourrait-elle indiquer quelles sont les dispositions du GATT invoquées pour justifier chacun des contingents qui figurent dans la liste du tableau A3.22 (de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur)?

Quelles sont les dispositions que la Croatie a l'intention de prendre pour veiller à ce que ces contingents soient compatibles avec le GATT?

Réponse:

La République de Croatie, bien qu'elle ne soit pas signataire du GATT, applique les principes du GATT et du libre-échange dans la mise en oeuvre de sa politique de protection. C'est pourquoi le gouvernement a adopté une décision visant à abandonner progressivement le système de restriction quantitative des importations (contingents) qui jouait un rôle important dans la politique de protection de l'économie nationale.

Ce processus sera mis en oeuvre par étapes, en fonction de la rapidité du redressement de l'économie nationale et en particulier des activités détruites durant la guerre, et des obligations incombant à la Croatie dans le cadre de la procédure d'accession à l'Organisation mondiale du commerce.

Compte tenu de tout ce qui a déjà été réalisé dans ce domaine, nous pensons pouvoir affirmer que la Croatie est en bonne voie s'agissant d'éliminer complètement le contingentement en tant qu'instrument de politique économique.

Entre 1991 et le 1er avril 1994, les contingents d'importations visaient 848 positions tarifaires (12 pour cent du tarif douanier), soit 215 produits agricoles et 633 produits industriels.

La première révision importante du régime de contingentement a été adoptée le 1er avril 1994 et le nombre de positions contingentées a été ramené à 203 (3 pour cent), soit 71 produits agricoles et 203 produits industriels.

Au 30 juin 1994, le nombre de positions faisant l'objet de contingents d'importations a été ramené à 181 (2,5 pour cent), soit 56 produits agricoles et 125 produits industriels.

A la fin de 1994, le régime de contingentement a été révisé une nouvelle fois, dans le but de libéraliser encore davantage les importations.

Le nombre de positions tarifaires faisant l'objet d'un contingent a été ramené à 146 (2,2 pour cent), soit 49 produits alimentaires ou agricoles et 97 produits industriels.

La prochaine révision du régime de contingentement sera faite en 1995.

III.1 g) Services liés aux opérations de commerce extérieur

Question 11

Il est dit dans cette section que des entités étrangères peuvent participer à des projets de travaux publics. Quelles sont les restrictions appliquées par la Croatie à la participation d'entreprises étrangères aux projets de construction privés?

D'après cette section, la Croatie n'impose aucune obligation de notification aux autorités pour le commerce des services autres que la construction, les services maritimes et les services touristiques. La Croatie est-elle disposée à consolider ce principe?

Réponse:

Le commerce extérieur des services englobe notamment la réalisation de travaux de construction en Croatie par une entité étrangère. La réglementation relative à la participation d'entités étrangères à des projets de construction permet d'adjudger un marché de construction à une entité étrangère, après appel d'offres ouvert et examen des soumissions, pour lesquels les conditions appliquées sont les mêmes pour les entreprises étrangères et nationales. Les autres conditions applicables à la soumission et à la construction en Croatie sont déterminées par l'investisseur et l'entrepreneur étranger est tenu d'accompagner sa soumission d'une garantie bancaire pour le cas où l'investisseur subirait un préjudice du fait que l'entrepreneur ne respecterait pas les conditions du contrat.

La nouvelle loi sur le commerce ne prévoit aucune restriction concernant la participation d'entités étrangères à des travaux de construction en Croatie et, par conséquent, les conditions appliquées à l'avenir aux entreprises étrangères et nationales seront les mêmes.

III.1 h) Nouvelles prescriptions juridiques applicables aux opérations de commerce extérieur

Question 12

Prière d'indiquer où en est la nouvelle loi sur le commerce et de communiquer les éventuels projets et recommandations. Quels sont les organismes publics et administrations compétents en matière de commerce et d'investissement qui resteront en place dans le cadre de la nouvelle loi?

Veuillez décrire dans quelles situations la Croatie pourrait juger "nécessaire", en vertu de la nouvelle loi, de contingenter les importations ou les exportations.

Réponse:

Le projet de loi sur le commerce est actuellement en discussion au Parlement. On trouvera une version anglaise officieuse du projet à l'Appendice 8.

Le projet de loi prévoit l'introduction de mesures de protection (contingents) en cas de pénurie de devises ou de grave déséquilibre de la balance des paiements auquel il ne serait pas possible de remédier par des mesures ordinaires, pour protéger la production nationale face à une hausse excessive des importations (mesures de sauvegarde). Les exportations ne peuvent être contingentées que dans le but de protéger les ressources nationales.

Ces mesures seront adoptées et appliquées conformément aux règles et principes de l'OMC.

III.1 i) Mesures de lutte contre les pratiques commerciales déloyales

Question 13

Prière d'indiquer où en est l'adoption de la loi sur la concurrence et les monopoles et de communiquer les éventuels projets et recommandations existants. Pourquoi cette loi ne s'applique-t-elle pas aux cartels d'exportation? Quels sont les secteurs dans lesquels existent des cartels d'exportation en Croatie? Comment sont-ils réglementés? Quels sont les autres moyens par lesquels le gouvernement croate soutient ces cartels?

Prière de décrire ce qui constitue "une tentative de monopolisation" au sens de la nouvelle loi sur la concurrence et les monopoles.

Prière d'indiquer quels sont les crédits et les effectifs de l'Office de la protection de la concurrence.

Réponse:

La Loi sur la protection de la concurrence a été promulguée le 17 juin 1995.

L'expression "cartels d'exportation" est employée pour délimiter de façon succincte les compétences de l'Office de la protection de la concurrence.

En vertu des dispositions pertinentes, les pratiques et contrats concernant l'exportation des biens et services sont exemptés de l'application de la loi s'ils n'ont aucun effet sur le marché international, à moins que des accords internationaux liant la République de Croatie n'en disposent autrement.

Il n'existe en Croatie pas de cartels d'exportation institués par la loi ou soutenus d'une quelconque autre manière, si ce n'est par l'effet des incitations générales à l'exportation décrites à la section III.4 de l'Aide-mémoire (page 34).

Le texte de la loi adopté en définitive ne comporte plus l'expression "tentatives de monopolisation" car on a conclu que les dispositions relatives aux concentrations seraient un moyen plus efficace d'atteindre les mêmes objectifs.

Comme cette loi vient d'être promulguée et n'a pas encore été appliquée, il n'existe ni dans le budget actuel ni ailleurs de dispositions particulières concernant les ressources affectées à l'Office de la protection de la concurrence.

On trouvera à l'Appendice 28 une version anglaise officieuse de la loi.

Question 14

Le projet de loi sur la concurrence et les monopoles comporterait des dispositions interdisant le refus de vente, les exemptions, les pratiques monopolistiques, etc. Par contre, elle ne s'applique pas aux cartels d'exportation. Veuillez préciser quelle est la situation actuelle en ce qui concerne l'existence de cartels d'exportation et leurs activités.

Réponse:

L'expression "cartels d'exportation" a été employée pour délimiter de façon succincte les compétences de l'Office de la protection de la concurrence.

En vertu des dispositions pertinentes, les pratiques et contrats concernant l'exportation de biens et services sont exemptés de l'application de la loi, qui a été adoptée récemment, s'ils n'ont pas d'effet sur le marché intérieur, sauf si des accords internationaux contraignants pour la République de Croatie en disposent autrement.

Il n'existe pas en Croatie de cartels d'exportation institués par la loi ou encouragés par d'autres moyens, si ce n'est par les effets des incitations générales à l'exportation décrites à la section III.4 de l'Aide-mémoire (page 34).

On trouvera à l'Appendice 28 le texte de la Loi sur la protection de la concurrence.

III.2 a) Evolution du régime douanier

Question 15

Prière de fournir une version anglaise de la Loi douanière, de la Loi sur le tarif douanier, de la Loi sur l'administration des douanes et de la Loi sur les zones franches.

Réponse:

On trouvera ci-joint, aux Appendices 10, 11 et 12, la Loi douanière, la Loi sur l'administration des douanes et la Loi sur les zones franches. La Loi sur le tarif douanier est à l'examen et son texte sera communiqué dès que le projet aura été accepté. Cette loi doit être modifiée pour adapter la nomenclature aux normes de l'Organisation mondiale des douanes avant la fin de 1995.

Question 16

Quelles sont les branches de production nationale que la Croatie protège et a l'intention de protéger après son accession au GATT et à l'OMC?

Réponse:

Jusqu'à présent, la République de Croatie a appliqué une politique de commerce extérieur visant à protéger globalement le marché intérieur tout en préservant la concurrence. Certaines activités

économiques sont plus protégées que d'autres, mais il s'agit d'activités très particulières qui justifient un traitement différencié. Il s'agit de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, de la sidérurgie, de la pétrochimie, des autres industries chimiques, du textile et de l'habillement et de l'industrie des machines.

La Croatie se trouve actuellement dans une situation très particulière. Le processus de transition, la présence de forces de maintien de la paix, la proximité de zones en crises et de conflits armés ne sont que quelques-uns des aspects de cette situation. La politique de protection actuelle prévoit une transition progressive vers des mesures fondées sur les prix et le maintien du niveau actuel de protection de l'économie nationale. Ainsi conçue, la politique de commerce extérieur contribue à la stabilisation de l'économie nationale.

Question 17

Quelles sont les importations exemptées de droits de douane? Sur quelles bases les exemptions sont-elles accordées?

Réponse:

Les exemptions de droits de douane sont accordées conformément à la Loi douanière de la République de Croatie et plus précisément aux dispositions suivantes:

Article 18 (dispositions concernant les marchandises non assujetties aux droits de douane, telles que les marchandises importées et transportées à travers le territoire douanier de la République de Croatie, les documents concernant des appels d'offre internationaux et d'autres types d'imprimés ou de supports pour l'enregistrement du son ou de l'image à caractère culturel, éducatif, scientifique, etc.);

Articles 24 à 33 (dispositions concernant certains intérêts sociaux, économiques et similaires ou dispositions résultant de l'application de conventions internationales qui exigent l'exemption du paiement des droits de douane. Sont exemptés de droits de douane les produits suivants: articles destinés aux activités officielles des représentations diplomatiques et consulaires étrangères en République de Croatie, importés en fonction de leurs besoins; articles destinés à l'usage personnel de voyageurs étrangers durant leur séjour en Croatie; prothèses et autres dispositifs orthopédiques pour personnes handicapées; articles reçus dans le cadre de dons de l'étranger par des entreprises ou autres personnes physiques ou morales, ou articles acquis à l'aide d'une aide financière de l'étranger, à condition que ces articles soient employés pour porter secours aux victimes de catastrophes naturelles (tremblements de terre, inondations, etc.); équipements importés dans le cadre d'investissements réalisés par une personne étrangère dans une entreprise ou activité commerciale nationale);

Article 54 (importations dans le cadre de contingents douaniers); et

Article 59 (obligations résultant d'accords internationaux).

La loi précise en outre la procédure d'octroi des exemptions ci-dessus. Son libellé montre clairement que ces exemptions sont non discriminatoires et de caractère général.

Question 18

Comment les intéressés peuvent-ils exercer leur droit de recours lorsque des sanctions sont imposées pour non-paiement de droits de douane?

Réponse:

La Loi douanière offre un droit de recours par les articles 242 à 244, qui régissent le droit de recours des déclarants en douane auprès du bureau des douanes, et 249 à 253, qui régissent le règlement des acomptes, paiements et remboursements de droits de douane. Nous ne nous étendons pas davantage sur ces articles, car leur signification ressort clairement de la traduction de la Loi douanière ci-jointe. En outre, il existe un droit de recours en vertu de la Loi sur les procédures administratives.

Les décisions consécutives à un premier recours peuvent faire l'objet d'un deuxième recours auprès de l'Administration des douanes dans un délai de 15 jours. La décision de l'Administration des douanes peut être contestée par une procédure administrative devant les tribunaux compétents. Il en va de même pour toute violation de la réglementation, si ce n'est que dans ce cas le délai de recours est de huit jours.

III.2 b) Nomenclature tarifaire, types de droits, description générale de la structure tarifaire

Question 19

Prière de fournir le tarif douanier de la Croatie au niveau des positions à huit chiffres du SH.

Réponse:

Comme la nomenclature sera alignée sur les normes de l'Organisation mondiale des douanes d'ici la fin de 1995, nous n'avons pas traduit le tarif actuel en anglais. La nouvelle loi sur le tarif douanier sera communiquée dès que la traduction sera terminée. Le niveau actuel des droits est en cours de révision et fera l'objet de négociations bilatérales dans le cadre de l'OMC, négociations que nous avons déjà annoncées; nous sommes désormais disposés à entendre les propositions des Membres de l'OMC pour l'élaboration de notre liste de concessions qui sera annexée au GATT de 1994. Les négociations bilatérales devraient commencer à l'automne 1995. (Voir Appendice 1.)

Question 20

La Croatie est-elle disposée à consolider tous ses droits aux taux effectivement appliqués?

Réponse:

Comme nous l'avons déjà dit, la Croatie se trouve aujourd'hui dans une situation très particulière, caractérisée notamment par le processus de transition, la présence de forces de maintien de la paix et la proximité de zones en crise et de conflits armés. A ce stade, notre politique de protection prévoit une transition progressive vers des mesures fondées sur les prix et le maintien du niveau actuel de protection de l'économie nationale. La politique de commerce extérieur contribuera ainsi à la stabilisation de l'économie nationale.

Au terme de cet ajustement et des résultats des négociations relatives à l'accession à l'OMC, les mesures de protection contre les importations seront progressivement transformées en droits de douane, car le tarif douanier actuel ne suffit pas tout à fait à répondre aux besoins de protection compte tenu de la situation économique actuelle de la République de Croatie. Pour préserver la transparence de son régime de protection, la République de Croatie est disposée à négocier un plafonnement des taux de droits appliqués dans le cadre de ces mesures.

Question 21

Pourquoi est-ce que les taux de droits les plus élevés sont ceux qui visent les biens de consommation? Veuillez expliquer comment cela est compatible avec l'objectif indiqué dans cette section, consistant à utiliser les droits de douane spécifiquement pour protéger certaines branches de production nationale.

Réponse:

Dans la composition des importations croates, les matières premières, intrants et biens d'équipement dominant, tandis que les biens de consommation sont moins importants. Cela signifie que la structure industrielle de la Croatie se caractérise par l'utilisation de matières premières, d'intrants et de biens d'équipement importés, qui ne sont pas produits dans le pays, raison pour laquelle les droits de douane appliqués à ces produits sont très faibles ou nuls. Pour protéger dans une certaine mesure la production nationale, les autorités ont décidé d'appliquer des droits plus élevés aux importations de biens de consommation, raison pour laquelle ces droits sont les plus élevés du tarif.

Question 22

Prière de fournir une liste complète, par numéro du SH, des articles dont l'importation est contingentée. Veuillez fournir également une liste, par numéro du SH, des articles assujettis à des droits additionnels, supplémentaires, compensatoires, préférentiels ou saisonniers, en indiquant le niveau de ces droits. Quels sont les articles qui bénéficient des restitutions de droits de douane et des mesures spéciales mentionnées dans cette section?

Réponse:

La liste des produits assujettis à des contingents d'importation ou d'exportation figure déjà dans l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur. Néanmoins, en réponse à votre demande, nous la joignons aux présentes réponses.

Il n'existe pas de liste d'articles assujettis à ce type de droit de douane, car aucune mesure de ce genre n'a été appliquée en 1994 et 1995.

Pendant une certaine période, les importations de certains produits en provenance des pays en développement ou des pays issus du démantèlement de l'ex-Yougoslavie bénéficiaient de droits préférentiels, mais ces droits ne sont plus appliqués depuis le 31 décembre 1993.

Question 23

Quels sont les objectifs des "droits additionnels, supplémentaires et compensateurs, droits préférentiels, droits saisonniers, ristournes de droits et mesures spéciales de protection douanière", mentionnés à la section III.2 b), qui sont appliqués aux produits importés? Quels sont les critères employés pour l'application de ces droits et ces critères sont-ils compatibles avec le GATT?

Réponse:

Les mesures de protection mentionnées dans l'Aide-mémoire permettent de renforcer la protection de l'économie croate, au-delà du niveau de protection assurée par l'application du tarif douanier. Ces instruments sont appliqués dans divers cas prévus par la Loi douanière.

A notre connaissance, l'application de ces instruments se fait de façon non discriminatoire et est donc compatible avec les dispositions du GATT.

En vertu de l'article 49 de la Loi douanière, le droit additionnel n'est perçu qu'en cas de traitement discriminatoire de marchandises ou de moyens de transports croates, compte tenu des obligations découlant d'accords internationaux.

Le droit supplémentaire n'est perçu que si le prix des produits importés est inférieur au prix contractuel et si ces importations risquent de porter préjudice à l'économie croate, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi douanière. Le droit perçu est égal à la différence entre le prix contractuel et le prix effectif des produits importés.

Le droit saisonnier est perçu pour renforcer la protection de l'agriculture pendant une période limitée. Il est régi par l'article 50 de la Loi douanière.

Des mesures de protection spéciales, notamment le droit compensatoire, sont appliquées en vertu de l'article 55 de la Loi douanière si des produits étrangers sont vendus à un prix susceptible de causer d'importantes perturbations sur le marché intérieur, ou si une entreprise ou personne a une position de monopole ou vend un produit donné à un prix de monopole. Ces mesures ne peuvent être introduites qu'à titre strictement temporaire et leur durée d'application doit être précisée.

Les ristournes de droits s'appliquent aux biens et services nationaux exportés, en application de l'article 57 de la Loi douanière.

Question 24

Outre les droits de douane, la Croatie applique un certain nombre de prélèvements, notamment une taxe spéciale sur les produits agricoles, un droit de 15 pour cent sur les importations "en franchise", un droit de douane unifié de 8 pour cent. La Croatie est-elle disposée à s'engager à supprimer ces prélèvements? (III.2 b), page 28)

Réponse:

Comme nous l'avons déjà dit dans la réponse aux questions 23 et 31, en raison de la situation actuelle et du degré de développement de l'économie nationale, la Croatie est obligée de protéger son marché au moyen des instruments ci-dessus.

La taxe de 15 pour cent est une mesure spéciale de protection douanière qui ne peut être appliquée qu'aux produits pour lesquels le tarif douanier prévoit l'application du taux SL, c'est-à-dire, dans deux cas seulement:

- si le prix des produits importés risque d'entraîner une désorganisation majeure du marché intérieur;
- si une entreprise ou autre entité peut bénéficier d'une position de monopole ou imposer un prix monopolistique pour le produit visé.

Ce taux n'a jamais été appliqué depuis que la République de Croatie est devenue un Etat souverain.

La mention LB ("importation libre") signifie que l'importation des produits concernés ne fait l'objet d'aucune restriction particulière (contingents d'importation) et la mention SL ("franchise") signifie

que le taux de droit prévu dans le tarif douanier de la République de Croatie pour le produit concerné est le taux nul.

Le droit uniforme n'est pas une taxe additionnelle sur les importations qui serait appliquée en plus du droit de douane prévu par le tarif douanier. Il s'applique principalement à des marchandises rapportées ou reçues de l'étranger par des Croates ou des étrangers et destinées à l'usage personnel de l'importateur, ainsi qu'aux marchandises importées par des entreprises ou entités qui relèvent simultanément de plus de deux positions du tarif douanier et dont l'importation est libre (régime LB). Il ne s'applique pas aux marchandises relevant du régime SL ni à celles qui sont exemptées de droits de douane. Ce droit uniforme a été introduit dans la seule intention d'accélérer les formalités douanières.

Le gouvernement croate planifiera une transformation progressive des mesures de protection non tarifaires en droit de douane, en tenant compte de l'évolution de la balance des paiements et des dispositions de l'article XVIII du GATT, en vertu duquel le gouvernement croate est tenu d'agir ainsi. Cependant, comme la suppression ou la réduction de ces droits dépendra de l'évolution de la situation, la République de Croatie ne peut pas encore s'engager définitivement sur un calendrier de réduction.

Question 25

La Croatie a-t-elle l'intention d'adhérer à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification de marchandises élaborée par le Conseil de coopération douanière à Bruxelles?

Réponse:

Les relations qu'a eues jusqu'à présent la République de Croatie avec l'Organisation mondiale des douanes (ex-Conseil de coopération douanière) montrent à l'évidence qu'elle est un membre actif de cette organisation (dont elle est devenue membre de plein droit le 1er juillet 1993) et s'efforce d'en appliquer les recommandations dans toute la mesure du possible et dans des délais qui sont, objectivement, les plus brefs possible. La République de Croatie a adhéré à la Convention le 26 septembre 1994.

La Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises a été intégrée dans le tarif douanier de la République de Croatie et, par conséquent, dans le système de surveillance statistique du commerce extérieur. Toutes les modifications et adjonctions qui lui seront apportées seront adoptées et intégrées de la même façon dans le tarif douanier, dans les délais prévus.

Question 26

La nomenclature tarifaire actuellement appliquée par la Croatie est-elle compatible avec la révision 1992 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises?

Réponse:

Oui. Lorsque les dernières modifications de la nomenclature tarifaire de la République de Croatie, auxquelles l'Administration des douanes travaille depuis un certain temps, seront entrées en vigueur, on pourra dire que la version actuelle de la nomenclature tarifaire est pleinement compatible avec la révision 1992 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

Question 27

La Croatie a-t-elle l'intention de modifier la nomenclature tarifaire qu'elle applique actuellement pour l'adapter aux modifications du Système harmonisé qui entreront en vigueur le 1er janvier 1996?

Réponse:

Comme nous l'avons déjà indiqué, la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises est directement intégrée dans le tarif douanier de la République de Croatie, de même que les recommandations de l'Organisation mondiale des douanes, et, par conséquent, elle est également intégrée dans le système de surveillance statistique de commerce extérieur. Toutes les modifications et adjonctions qui seront apportées ultérieurement au Système harmonisé seront adoptées et intégrées de la même façon dans le tarif douanier croate, dans des délais qui sont les mêmes pour la Croatie que pour tous les autres membres de plein droit de l'Organisation mondiale des douanes.

En conséquence, la proposition de nomenclature douanière (version 1996) a déjà été présentée et elle entrera en vigueur le 1er janvier 1996.

Question 28

Quels sont les produits d'importation actuellement assujettis à des droits saisonniers ou au droit de 15 pour cent destinés à éviter des organisations majeures du marché national? Veuillez préciser les critères appliqués par la Croatie pour l'application des droits saisonniers ou du droit de 15 pour cent.

Réponse:

Bien que ces mesures soient prévues par la Loi douanière de la République de Croatie, ni les droits saisonniers, ni le droit de 15 pour cent décrit à l'article 55 de la Loi douanière (mesures spéciales de protection douanière), n'ont jamais été appliqués. La décision d'appliquer ces mesures et les critères d'application résulteraient d'une consultation entre le gouvernement croate, la Chambre de commerce, le Ministère de l'agriculture et des forêts et le Ministère des finances. Cependant, jusqu'à présent, la République de Croatie n'a jamais ressenti la nécessité de réglementer son commerce extérieur de cette manière et cet article n'a jamais été appliqué.

Question 29

L'UE aimerait avoir davantage de précisions sur la perception des droits de douane saisonniers. Quelle est leur justification économique?

Réponse:

La principale raison pour laquelle la République de Croatie a introduit cette mesure dans sa Loi douanière est qu'il est nécessaire d'assurer une protection additionnelle de certains produits agricoles au moment de la récolte et de stabiliser le marché des aliments obtenus à partir de ces produits. La République de Croatie s'efforce de stabiliser le marché de ces produits au moyen de diverses mesures économiques dont le coût budgétaire est élevé, car ces mesures sont principalement fondées sur un mécanisme de soutien des prix (prix minimum garanti). Par conséquent, durant la récolte, les importations constituent une concurrence supplémentaire, très dommageable, qui affecte directement le niveau des dépenses budgétaires et des stocks de produits d'origine nationale que les organismes

d'Etat achètent aux agriculteurs. L'application de mesures de commerce extérieur (droits de douane saisonniers) permet donc d'assurer une protection additionnelle du marché intérieur pendant une période limitée.

Cependant, on a estimé que l'introduction d'une surtaxe sur les importations de produits agricoles et alimentaires permet d'obtenir une protection additionnelle suffisante sur l'ensemble de l'année, si bien que jusqu'à présent le recours aux droits saisonniers n'a jamais été nécessaire.

III.3 Réglementation des exportations

III.3 a) Nomenclature tarifaire, types de droits, description générale de la structure tarifaire

Question 30

Quelles sont les intentions de la Croatie en ce qui concerne l'application et l'administration futures des droits d'exportation mentionnés à la section III.3 a) de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur?

Réponse:

La perception de droits à l'exportation sur certains produits peut être décidée uniquement à titre exceptionnel et pour des motifs de protection. Cette décision est de la compétence du gouvernement croate, qui doit publier un décret spécial à cet effet (en vertu de l'article 34 2) de la Loi douanière). Le régime douanier croate ne prévoit pas l'application de droits d'exportation et, en pratique, ces droits sont rarement appliqués.

Toutefois, un droit d'exportation spécial visant certains articles a été introduit à titre temporaire, afin de remédier à une désorganisation du marché national et de protéger des ressources naturelles difficilement renouvelables. Cette restriction ne concerne qu'un petit nombre de produits (il s'agit actuellement des produits correspondant aux positions tarifaires 26.20, 44.01, 44.03, 44.07, 72.04, 76.02 et 78.02).

Le gouvernement croate considère que cette mesure n'entrave pas la croissance du commerce extérieur, comme en témoignent les statistiques relatives à l'année 1994.

III.2 c) Impositions et prélèvements à l'importation

Question 31

La Croatie perçoit-elle actuellement une taxe provisoire spéciale à des fins de protection de la balance des paiements? A-t-elle l'intention d'appliquer des mesures au titre de l'article XII du GATT après son accession? Considère-t-elle qu'elle est habilitée à recourir à l'article XVIII du GATT? (III.2 c))

Réponse:

En vertu de la législation actuellement en vigueur, la taxe provisoire spéciale sur les biens importés a été instituée pour ajuster la balance commerciale, conformément aux paramètres fixés dans le cadre de la politique de développement économique de la Croatie, pour une période déterminée.

Le gouvernement croate détermine quels sont les produits ou groupes de produits qui seront assujettis à cette taxe, ainsi que le montant de la taxe et sa période d'application.

En raison de la situation actuelle de la Croatie et du niveau de développement de l'économie, le gouvernement croate considère qu'il est en droit d'invoquer l'article XVIII du GATT. Il a déjà mentionné ce fait lors de pourparlers préliminaires avec le secrétariat du GATT.

Cette taxe sera progressivement transformée en un droit de douane, en fonction des capacités de l'économie croate et des résultats de négociations relatives à l'accession de la Croatie à l'OMC.

8. Question

La Croatie pourrait-elle fournir des précisions sur la redevance spéciale sur les produits agricoles et alimentaires? A-t-elle l'intention de supprimer ce prélèvement lors de son accession? (III.2 c)) Pourrait-elle fournir des éléments démontrant que ce prélèvement ne constituera pas un obstacle au commerce?

Réponse:

La Croatie applique le prélèvement spécial sur les produits agricoles et alimentaires depuis juillet 1993; cette mesure a été décidée dans le but de protéger la production agricole et alimentaire nationale et la population rurale. Le montant du prélèvement est égal à la différence entre les prix à l'importation et les prix intérieurs.

Le prix à l'importation est établi à partir du prix à l'achat le plus bas constaté sur les marchés extérieurs, majoré des droits de douane et autres droits d'importation ainsi que des frais d'importation. En pratique, le prix à l'importation est déterminé sur la base des prix auxquels se vendent les produits concernés sur les marchés extérieurs et de données relatives aux prix pratiqués dans les pays voisins. Le prix intérieur est déterminé sur la base des prix relevés sur le marché en Croatie, des coûts de production, de l'offre et de la demande intérieure et de l'évolution de la production.

Le gouvernement croate décide quels sont les produits assujettis à un prélèvement spécial. Le montant du prélèvement n'est pas déterminé par le Ministre de l'agriculture, mais par le Ministre des affaires économiques. En vertu des décisions gouvernementales, le prélèvement spécial s'applique aux animaux d'élevage (bovins, porcins et volailles), à la viande (sauf viande d'ovins et de cheval), aux préparations de viandes, au lait, aux produits laitiers de base, aux oeufs, aux céréales (blé, orge, maïs), à la farine, aux produits à base de farine, à l'huile de cuisson, au sucre et au vin blanc.

Le montant du prélèvement varie selon les cas, puisqu'il dépend des fluctuations des prix sur les marchés intérieurs et extérieurs, en particulier s'agissant de produits traités sur les marchés internationaux des produits de base.

Il importe de souligner que le gouvernement a décidé en février 1994 de supprimer le contingentement des produits assujettis à un prélèvement spécial. Ces produits peuvent donc être librement importés.

Le prélèvement spécial sur les importations de produits agricoles et alimentaires est une mesure transitoire, introduite à titre temporaire faute d'autres ressources, dont le principal objectif est de permettre le redressement et d'éviter la dégradation de la situation de l'agriculture, qui a beaucoup souffert de la guerre. Les dommages dus à la guerre sont la principale raison du retard pris dans le processus de restructuration et de transformation du régime de propriété dans le secteur agricole.

Parallèlement, le prélèvement spécial constitue également un instrument de protection contre les importations à bas prix.

Question 32

Un prélèvement spécial est perçu sur les importations de produits agricoles et alimentaires pour protéger la production nationale. Veuillez fournir des précisions sur les prélèvements liés aux formalités de dédouanement.

Réponse:

L'institution d'un prélèvement spécial sur l'importation de certains produits agricoles et alimentaires est une mesure temporaire dont le principal objectif est d'éviter une détérioration de la situation de l'agriculture nationale. Elle sert aussi de moyen de protection contre les importations de produits subventionnés vendus à bas prix.

Le gouvernement a décidé d'appliquer le prélèvement spécial aux produits suivants: animaux d'élevage (bovins et porcins), volaille, viande (sauf viande d'ovins et de cheval), produits carnés, lait, produits laitiers de base, oeufs, pommes, céréales (blé et orge), farine, produits à base de farine, huile de cuisson, sucre et vin blanc.

Le prélèvement spécial est égal à la différence entre le prix à l'importation et le prix intérieur et il doit être acquitté lors du dédouanement. Le prix à l'importation est établi à partir du prix à l'achat le plus bas constaté sur les marchés extérieurs, majoré des droits de douane et autres droits d'importation. En pratique, ce prix est déterminé à partir d'informations sur les prix auxquels les produits sont offerts sur le marché étranger et dans les pays voisins. Le prix intérieur est déterminé sur la base des prix relevés sur le marché croate, des coûts de production, de l'offre et de la demande sur le marché intérieur et de l'évolution de la production. Le Ministre des affaires économiques est compétent pour déterminer le montant du prélèvement pour chaque produit. Le prélèvement, qui prend la forme d'un droit spécifique, doit être acquitté en même temps que le droit de douane et les autres droits d'importation lors du dédouanement.

Question 33

La Croatie considère-t-elle que la taxe de 1 pour cent "à des fins d'enregistrement douanier" est compatible avec le GATT?

Prière de fournir des précisions sur la "taxe de péréquation". La Croatie pense-t-elle que cette taxe est compatible avec le GATT?

Réponse:

La taxe d'enregistrement douanier est appliquée sur la base de l'article 35 de la Loi douanière de la République de Croatie, au taux de 1 pour cent de la valeur en douane.

Entre autres exceptions, cette taxe ne s'applique pas aux produits suivants:

- produits importés par les représentations diplomatiques et consulaires en Croatie;
- produits importés par des personnes physiques sur la base de différents privilèges;
- produits importés pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles;
- produits importés au titre de l'assistance humanitaire et autre;

- produits importés en franchise sur la base de contrats ou conventions internationaux.

L'exemption de cette taxe n'est pas liée au pays d'origine des marchandises, autrement dit, elle est décidée de façon non discriminatoire. A cet égard, cette taxe est compatible avec le principe fondamental du GATT. En outre, il est clair qu'elle a principalement un effet direct sur les prix et non sur la quantité de marchandises importées.

Cette taxe est une source de recettes dont l'affectation est strictement déterminée, comme l'indique l'article 35 3) de la Loi douanière de la République de Croatie.

Elle restera en vigueur pendant un certain temps, jusqu'à ce que l'administration douanière croate soit dotée des équipements et de l'organisation nécessaires, c'est-à-dire pendant la période de tarification des mesures de protection.

La taxe de péréquation, qui servait à uniformiser la charge fiscale pesant sur les produits importés, ne fait plus partie du régime de protection passive de la Croatie et les autorités n'ont aucune intention de la réintroduire.

Cette mesure avait été adoptée et appliquée dans des conditions politiques et économiques différentes et n'est plus nécessaire aujourd'hui.

Question 34

Quels sont les critères employés par le gouvernement de la République de Croatie pour déterminer quelles sont les marchandises exemptées de la taxe d'enregistrement douanier égale à 1 pour cent de la valeur en douane des marchandises importées (III.2 c)?

Réponse:

La taxe d'enregistrement douanier est appliquée en vertu de l'article 35 de la Loi douanière. Les critères d'exemption sont énoncés dans la Loi douanière et dans d'autres instruments définissant le régime douanier croate.

Entre autres exceptions, la taxe d'enregistrement douanier n'est pas perçue sur:

- les produits importés par les représentations diplomatiques et consulaires en Croatie;
- les produits importés par des personnes physiques ayant droit à divers privilèges douaniers;
- les produits importés à titre d'assistance humanitaire et autre;
- les produits importés pour remédier aux conséquences des catastrophes naturelles;
- les produits exemptés de droits de douane en vertu d'accords et de conventions internationaux.

L'exemption ne dépend pas du pays d'origine des marchandises et est donc non discriminatoire et compatible avec les principes fondamentaux du GATT. En outre, il est clair que cette taxe affecte les prix, de façon linéaire, et non la quantité de produits importés.

Cette taxe est une ressource fiscale strictement affectée, comme l'indique l'article 35 3) de la Loi douanière.

La Croatie prévoit de continuer d'appliquer cette taxe pendant un certain temps, jusqu'à ce que l'administration des douanes soit suffisamment bien équipée et organisée, c'est-à-dire jusqu'à la fin du processus de tarification des mesures de protection.

Question 35

Veuillez préciser, en indiquant la position du SH et le niveau de protection, quels sont les produits importés assujettis au prélèvement compensatoire spécial et à la taxe spéciale provisoire. Les importations sont-elles assujetties à d'autres prélèvements, tels que droits de timbre ou redevances pour formalités douanières? Dans l'affirmative, quel est le taux de ces prélèvements?

Réponse:

Nous ne pouvons pas fournir la liste demandée, avec les positions du SH et le niveau de protection, car la taxe provisoire spéciale (basée sur l'article 55) et les prélèvements compensatoires n'ont jamais été appliqués jusqu'à présent.

En principe, une taxe provisoire spéciale est perçue sur toutes les marchandises importées, à raison de 10 pour cent de la valeur en douane et conformément à tous les règlements régissant la perception des droits de douane. Il existe plusieurs exemptions (des taux nominaux plus élevés ou plus bas sont appliqués à certains produits). On trouvera ci-joint une traduction de la Loi sur la taxe spéciale d'importation qui indique la structure des exemptions.

Outre le droit de douane et les taxes provisoires spéciales, les marchandises importées sont assujetties à d'autres impositions telles que la taxe d'enregistrement douanier (1 pour cent), les prélèvements spéciaux sur les produits agricoles et alimentaires (ces produits font l'objet d'une liste spéciale et les droits en question sont des droits spécifiques), une taxe de vente (en fonction d'un barème spécial pour les marchandises concernées) et une taxe spéciale (en application de la Loi sur la taxe spéciale). En outre, lors de la déclaration en douane, les autorités perçoivent un droit de timbre d'un montant fixe, qui n'est pas lié à la valeur en douane et qui est généralement minime (10 HRK, soit environ 2 dollars EU).

Question 36

Veuillez confirmer que la Croatie respectera toutes les règles du GATT au titre de l'article XII lorsqu'elle décidera de percevoir une taxe provisoire spéciale sur les importations à des fins de balance des paiements. Veuillez expliquer comment la Croatie a l'intention de mettre toutes ses autres lois en conformité avec les normes du GATT applicables aux mesures prises à des fins de balance des paiements.

Réponse:

S'il se révèle nécessaire d'appliquer une taxe spéciale provisoire à l'importation pour des motifs de balance des paiements, la République de Croatie se conformera aux règles et procédures énoncées dans l'Accord (article XII).

La Croatie coopère avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour aligner les statistiques nationales sur les normes internationales. Cela concerne notamment les statistiques de la balance des paiements et nous pouvons dire que, pour l'essentiel, ces statistiques sont aujourd'hui

conformes aux normes internationales. Pour autant que nous sachions, toutes les autres dispositions de la législation croate relatives à la balance des paiements sont compatibles avec les normes du GATT.

Question 37

Quelles sont les intentions de la Croatie en ce qui concerne l'abolition de la taxe d'enregistrement douanier?

Réponse:

Jusqu'à présent, la taxe d'enregistrement douanier a été une source de recettes fiscales indépendantes, affectées au développement et à l'amélioration de l'administration douanière.

La République de Croatie estime qu'il est nécessaire d'accroître la transparence du régime de restrictions à l'importation et de recourir davantage à des mesures de protection fondées sur les prix. A cet effet, elle va réduire le nombre de mesures de restrictions des importations et les intégrer dans le tarif douanier (tarification) sous forme de droits de douane ordinaires.

Cette transformation du régime de restrictions à l'importation sera faite très rapidement et le droit d'enregistrement douanier sera alors intégré dans le tarif.

Toutefois, durant la période de transition, ce droit sera conservé jusqu'à ce que les conditions nécessaires pour entreprendre le processus de simplification et de tarification des mesures à l'importation soient réunies.

III.2 d) Régime fiscal

Question 38

Veuillez expliquer pourquoi la Croatie applique un droit d'accise de 7,5 pour cent à certaines boissons alcooliques et à certains tabacs fabriqués importés. Est-elle disposée à réduire ce droit lors de son accession au GATT et à l'OMC?

Réponse:

L'introduction d'un droit d'accise dans le régime fiscal de la République de Croatie a pour principal objectif de lever des recettes. Si les circonstances le permettent, la République de Croatie réduira le niveau moyen de la fiscalité en général et, probablement, celui du droit d'accise. Il n'est pas encore possible de dire quand cela sera fait.

Question 39

La TVA ou d'autres taxes sont-elles perçues sur les importations? Dans l'affirmative, les taux d'imposition sont-ils les mêmes que pour les produits d'origine nationale? La TVA est-elle assise uniquement sur le prix à l'importation ou également sur le droit de douane?

Réponse:

Abstraction faite des droits de douane, impositions spéciales et taxes à l'importation mentionnés dans les réponses précédentes, les marchandises étrangères sont assujetties aux mêmes taux d'imposition que les marchandises d'origine nationale. Le Parlement croate a adopté en juin 1995 la Loi sur la TVA, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1997.

Les lois relatives à la TVA, à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à l'impôt sur les bénéfices sont jointes à l'Appendice 26 et nous espérons qu'elles répondent aux autres questions concernant le régime fiscal de la République de Croatie.

III.2 e) Préférences tarifaires

Question 40

Quelles sont les bases sur lesquelles la Croatie accorde des préférences tarifaires? A-t-elle l'intention d'accorder ces préférences à d'autres pays que ceux qui sont mentionnés dans cette section?

Réponse:

Comme on l'a déjà indiqué, des droits préférentiels étaient appliqués à certaines marchandises en provenance de pays en développement, mais ils ont été supprimés le 31 décembre 1993.

A l'avenir, si la République de Croatie décide d'accorder un traitement douanier préférentiel à des partenaires commerciaux, elle le fera en se conformant strictement aux dispositions pertinentes du GATT.

Question 41

Les pays mentionnés dans cette section bénéficient-ils de droits préférentiels en application d'un accord de libéralisation visant l'essentiel des échanges, conformément à l'article XXIV du GATT?

Réponse:

Bien que la réglementation prévoie la possibilité d'appliquer des droits préférentiels, actuellement aucun pays ayant des échanges avec la République de Croatie n'en bénéficie. Au cas où cette mesure serait appliquée, la Croatie se conformerait strictement à l'article XXIV du GATT.

III.2 f) Mesures non tarifaires appliquées aux importations et aux exportations de marchandises

Question 42

On peut lire à la page 30 (section III.2 f)) que "sont contingentées les importations d'un petit nombre de produits agricoles ...". Etant donné que les restrictions quantitatives sont incompatibles avec le GATT, quelles sont les intentions de la Croatie en ce qui concerne la suppression de ces contingents d'importation?

Réponse:

Au début de 1994, il a été décidé de supprimer les contingents d'importation dans le secteur agricole et de les remplacer progressivement par des droits spéciaux sur certains produits.

Actuellement, seules 49 positions tarifaires concernant les produits agricoles et alimentaires font l'objet de contingents d'importation.

III.2 f).1 Contingents

Question 43

Veillez fournir une liste, en indiquant la position du SH et le niveau du contingent, des produits assujettis à des contingents d'importation ou d'exportation en 1991, 1992 et 1993.

Veillez justifier, sur le plan économique et au regard du GATT, les nombreux contingents d'importation appliqués par la Croatie, en particulier aux produits agricoles, et préciser les intentions de la Croatie en ce qui concerne la transformation de ces contingents en contingents tarifaires, qui est requise par le GATT/OMC. Quelles sont les intentions de la Croatie en ce qui concerne l'abandon des mesures de contingentement en tant que moyen de protection de l'économie nationale?

Réponse:

On trouvera à l'Appendice 13 la liste des produits, par numéro du SH, assujettis à des contingents d'importation ou d'exportation en 1991, 1992 et 1993, et à l'Appendice 14 la liste des contingents en vigueur en 1995.

Le contingentement des importations ou exportations était un important instrument de protection pour la République de Croatie jusqu'au 1er avril 1994. De 1991 jusqu'à cette date, des contingents d'importation étaient appliqués à 848 positions tarifaires (12 pour cent) et à la fin de 1994 ils ne concernaient plus que 146 positions (2,2 pour cent).

Nombre de produits agricoles assujettis à des contingents d'importation:

-	jusqu'au 1er avril 1994	-	215 positions
-	depuis le 1er avril 1994	-	71 positions
-	depuis le 30 juin 1994	-	56 positions
-	depuis le 29 décembre 1994	-	49 positions

Produits industriels assujettis à des contingents d'importation:

-	jusqu'au 1er avril 1994	-	633 positions
-	depuis le 1er avril 1994	-	203 positions
-	depuis le 30 juin 1994	-	125 positions
-	depuis le 29 décembre 1994	-	97 positions

La prochaine révision du régime de contingents actuellement en vigueur interviendra en 1995.

Il ne fait pas de doute qu'actuellement le régime de contingentement protège certaines branches de production nationale. Cela n'est pas complètement justifiable si l'on souhaite appliquer strictement les principes et dispositions du GATT. Toutefois, la réduction du nombre de positions contingentées montre que le gouvernement croate a fermement opté pour l'abandon graduel du contingentement en tant que mesure de protection et cet instrument sera totalement supprimé dès que la paix sera rétablie et que l'activité économique pourra reprendre normalement sur tout le territoire de la République de Croatie.

Question 44

Partant du principe que le régime de contingentement de la Croatie est conforme aux articles XIII et XVIII, la Croatie a-t-elle l'intention de le conserver après son accession (III.2 f).1)? Dans l'affirmative, ces contingents seraient-ils justifiés au regard de l'article XI du GATT?

Réponse:

Bien que n'étant pas membre du GATT, la République de Croatie applique dans sa politique de protection les principes fondamentaux du GATT et du libre-échange. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de lancer un processus de démantèlement progressif du régime de contingents d'importation, qui jouait un rôle important dans la politique de protection de l'économie nationale jusqu'en 1994.

Ce processus sera mis en oeuvre par étapes, en fonction du redressement de l'économie nationale, du rétablissement de la paix et des exigences que la Croatie devra satisfaire durant son processus d'accession au GATT et à l'OMC.

Compte tenu de ce qui a déjà été réalisé à cet égard, on peut dire que la Croatie est sur le point d'éliminer totalement le contingentement des importations en tant qu'instrument de politique économique.

En 1993 et jusqu'au 1er avril 1994, des contingents d'importation visaient 848 positions tarifaires, correspondant à 12 pour cent des importations (215 produits agricoles et 633 produits industriels).

Du 1er avril au 30 juin 1994, le contingentement visait 203 positions tarifaires (3 pour cent des importations), soit 71 produits agricoles et 203 produits industriels.

Le 30 juin 1994, le nombre de positions contingentées a encore été réduit et ramené à 181 (2,5 pour cent des importations), soit 56 produits agricoles et 125 produits industriels.

Depuis le 29 décembre 1994, les contingents tarifaires visent 97 positions tarifaires dans le secteur industriel et 49 dans le secteur agricole, soit un total de 146 positions tarifaires (2,2 pour cent des importations).

Ces chiffres montrent à l'évidence que la Croatie est déterminée à démanteler progressivement le régime de contingentement ou à n'employer les contingents d'importation que dans des cas exceptionnels, qui sont prévus par le GATT et compatibles avec celui-ci et en particulier ses articles XIII, XVIII, XIX, XX, XXI et XXV.

III.2 f).2 Licences

Question 45

Veillez fournir une liste complète, par numéro du SH, des produits actuellement assujettis à licence obligatoire.

Veillez décrire le processus d'obtention des licences d'importation et d'exportation.

Réponse:

On trouvera à l'Appendice 15 une liste, par numéro du SH, des produits actuellement assujettis à licence obligatoire.

Les licences d'importation et d'exportation servent essentiellement à lutter contre le trafic illégal et non à protéger l'industrie nationale. Les licences d'importation visent 90 positions, soit 1,35 pour cent des importations, et les licences d'exportation 124 positions (1,86 pour cent).

Le Ministère des affaires économiques délivre une licence d'importation et d'exportation dans un délai de sept à dix jours, sur approbation préalable de l'Office national de protection de l'environnement.

Question 46

Les prescriptions en matière de licences d'importation et d'exportation sont-elles compatibles avec les dispositions de l'OMC?

Quelle est la proportion des exportations croates assujetties à licence?

Réponse:

Les licences d'exportation et d'importation sont délivrées automatiquement et n'ont pas pour objet de restreindre la valeur ou le volume des exportations ou des importations, mais de surveiller le commerce des marchandises concernées, principalement à des fins de sécurité et d'enregistrement. Le régime de licences est donc totalement conforme aux dispositions de l'OMC. La proportion des exportations visées est de 1,35 pour cent (90 positions).

III.2 g) Evaluation en douane

Question 47

Veillez décrire de façon plus détaillée les méthodes d'évaluation en douane des marchandises importées et exportées appliquées par la Croatie. Veuillez fournir une version anglaise des articles 36 à 48 de la Loi douanière, mentionnés dans cette section.

Réponse:

On trouvera ci-joint une traduction anglaise intégrale de la Loi douanière de la République de Croatie (y compris les articles 36 à 48).

Comme nous l'avons déjà indiqué et comme il ressort de la traduction, le libellé de ces articles est totalement conforme à l'Accord sur l'application de l'article VII du GATT; en d'autres termes, la valeur retenue aux fins des formalités douanières est le prix contractuel (valeur transactionnelle).

Question 48

Le libellé des articles 36 à 48 de la Loi douanière croate, relatifs à l'évaluation en douane, est-il conforme à l'article VII du GATT? La formulation actuellement employée par la Croatie est-elle similaire à celle des lois correspondantes de l'ex-Yougoslavie?

Réponse:

On trouvera ci-joint la traduction anglaise intégrale de la Loi douanière de la République de Croatie. Cette traduction montre que le libellé des articles mentionnés est pleinement conforme à l'Accord sur l'application de l'article VII du GATT. Ce libellé reprend, en grande partie, celui des dispositions pertinentes de l'ex-Yougoslavie (RSFY).

III.2 h) Règles d'origine

Question 49

Les règles d'origine croates sont-elles compatibles avec l'Accord de l'OMC?

Réponse:

Les règles d'origine croates sont compatibles avec l' Accord de l' OMC sur les règles d' origine: est considéré comme pays d'origine le pays dans lequel les marchandises ont été entièrement obtenues ou, si la marchandise a été produite dans plusieurs pays, le pays dans lequel a eu lieu la dernière ouvraison importante; les règles d'origine sont fondées sur des normes positives; les règles d'origine appliquées aux importations et aux exportations ne sont pas plus strictes que celles qui sont appliquées pour déterminer si des marchandises sont d'origine nationale et n'établissent pas de discrimination entre pays; les règles d'origine croates ne sont pas employées comme un instrument de restriction, directe ou indirecte, du commerce.

Question 50

Veillez préciser si la valeur ajoutée dans le pays d'origine doit représenter au moins 51 pour cent de la valeur du produit fini.

Réponse:

Si des matières importées sont employées dans la production d'une marchandise, la valeur ajoutée dans le pays d'origine doit représenter au moins 51 pour cent de la valeur du produit fini.

III.2 i) Formalités douanières

37. Question

Veillez préciser ce qu'il faut entendre par la phrase "le montant des droits à acquitter pour les marchandises passibles de droits est déterminé en fonction de l'état des marchandises ...".

Réponse:

Cette question se réfère à la section de l'Aide-mémoire intitulée Formalités douanières (section III.2 i), page 32).

L'article 22 décrit les méthodes employées pour déterminer le montant des droits à acquitter sur les marchandises importées. Les marchandises deviennent passibles de droits de douane au moment où elles traversent la frontière douanière (article 19) et le montant des droits est établi en fonction de l'état des marchandises; celui-ci est déterminé sur la base d'un examen par les agents des douanes et conformément aux dispositions en vigueur à la date de la présentation de la déclaration en douane. La date à laquelle l'importateur devient passible du paiement des droits n'est pas nécessairement celle à laquelle est déterminé le montant des droits à acquitter et l'article ci-dessus précise les différents facteurs qui peuvent intervenir dans la détermination de ce montant.

III.2 j) Normes et certification

Question 51

Nous croyons comprendre que la Croatie veille à ce que ses normes et son système d'assurance de la qualité évoluent de façon compatible avec les normes internationales. Dans cette optique, envisage-t-elle de devenir signataire de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce?

Réponse:

Après avoir déclaré son indépendance et rompu tous ses liens administratifs et juridiques avec l'ex-Yougoslavie, la République de Croatie a temporairement repris et intégré dans son système juridique un certain nombre d'anciennes lois fédérales, qui ne sont pas en contradiction avec la Constitution croate, afin de combler tout vide juridique jusqu'à l'adoption de nouvelles lois et réglementations.

Les instruments repris sont notamment la Loi sur la normalisation et quelque 400 règlements, 13 000 normes, ainsi qu'un certain nombre d'autres instruments relatifs à la normalisation et à l'assurance de la qualité.

Le système de normalisation et d'assurance de la qualité de l'ex-Yougoslavie était centralisé et adapté à ses objectifs et à ses capacités économiques et politiques globales, reflétant le niveau de développement moyen des pays.

En conséquence, à long terme, ce système était contraire aux intérêts de l'économie croate, beaucoup plus développée que l'ex-Yougoslavie considérée globalement. Il tendait à entraver le développement et les capacités de production de la Croatie et en particulier à saper sa compétitivité, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

La République de Croatie est un pays en transition, qui aspire à la coexistence avec les pays du monde démocratique libre. Ses objectifs sont notamment l'établissement d'une économie de marché, de l'entreprise privée et de la libre concurrence, ce qui est nécessaire pour qu'elle puisse participer pleinement et de façon profitable à l'échange international de biens et de services, ainsi que d'idées, de capitaux et de personnes. Les normes et le système d'assurance de la qualité hérités de l'ex-Yougoslavie ne sont pas adaptés à ces objectifs. Ils sont pour la plupart techniquement dépassés et s'écartent trop des normes internationales et régionales correspondantes.

La République de Croatie, souhaitant avoir la place qui lui revient dans l'échange international de biens et de services, doit instaurer un nouveau système plus moderne de normes et d'assurance de la qualité, qui est indispensable pour s'intégrer dans l'économie internationale. A cet effet, elle utilisera les connaissances et le savoir-faire disponibles sur le plan international ainsi que les normes internationales, régionales et nationales déjà en vigueur dans d'autres pays.

Des organismes croates ont demandé à adhérer à des organisations internationales (ISO, CEI, UIT) et régionales (OEC, ETSI), au CENELEC, qui est un organisme de l'Union européenne et des négociations sont en cours en vue de l'accession au CEN, autre organisme de l'UE.

Le nouveau système d'assurance de la qualité, qui englobe l'inspection et la certification, sera fondé sur les normes ISO 9000 et EN 45000, c'est-à-dire sur les directives de l'ISO et de la CEI. L'Office national de normalisation et de métrologie est chargé de l'élaboration, de l'application et de la surveillance des normes et du système d'assurance de la qualité. Pour assurer l'indispensable harmonisation avec les normes et systèmes internationaux et nationaux de normalisation et d'assurance de la qualité, se familiariser avec leur fonctionnement et y jouer un rôle actif, en vue d'accélérer la

mise en place de son propre système et d'améliorer sa cohérence, la République de Croatie a adhéré à un certain nombre d'organismes et d'organisations des Nations Unies (FAO, OMS, CNUCED, CEE/ONU, etc.) et participe activement à leurs travaux. Des organismes croates ont demandé à adhérer à des organisations internationales (ISO, CEI, UIT) et régionales (OEC, ETSI) et des négociations sont en cours pour l'accession à des organismes de l'UE (CEN, CENELEC).

De même, la Croatie a établi des relations avec plusieurs organisations nationales pour échanger des documents et des données d'expérience.

Désireuse de moderniser son économie et de participer pleinement à l'échange international de biens et services, la République de Croatie a obtenu le statut d'observateur au GATT et a présenté une demande d'accession à l'OMC. Afin d'établir le plus rapidement et le plus efficacement possible un système moderne de normes et d'assurance de la qualité, et de tirer profit de l'expérience acquise sur le plan international et à l'étranger par des échanges directs de savoir-faire et de données, la République de Croatie avait l'intention de signer l'Accord sur les obstacles techniques au commerce dans le cadre du GATT. Etant donné que les pays Membres de l'OMC sont tenus de signer l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, la République de Croatie sera heureuse de s'acquitter de ses obligations dès qu'elle sera Membre de l'OMC et espère que les autres pays Membres lui fourniront toute l'assistance nécessaire.

Question 52

Prière d'indiquer où en est la nouvelle Loi sur la normalisation.

Réponse:

Après la déclaration d'indépendance et la rupture des liens constitutionnels avec l'ex-Yougoslavie, la République de Croatie a temporairement intégré dans sa propre législation un certain nombre d'ex-lois fédérales qui ne sont pas incompatibles avec sa Constitution afin de combler le vide juridique jusqu'à ce que de nouvelles lois et de nouveaux règlements soient adoptés.

Elle a notamment repris temporairement la Loi sur la normalisation, quelque 400 règlements, 13 000 normes et un nombre considérable d'autres textes normatifs, normes réglementaires et dispositions relatives à la certification.

Quelque 85 pour cent des normes temporairement adoptées sont obligatoires.

Dans l'ex-Yougoslavie, le système de normalisation et de certification était centralisé, adapté aux objectifs politiques et économiques d'ensemble et au niveau moyen de développement des ex-républiques constitutives du pays.

A long terme, cela était défavorable à l'économie croate, qui était beaucoup plus développée que la moyenne yougoslave, et entravait son développement et ses capacités de production, nuisant à sa compétitivité sur le marché intérieur et à l'exportation.

En outre, ces normes gênaient le commerce extérieur car elles s'écartaient trop des normes internationales ou régionales et étaient très souvent obligatoires.

La République de Croatie est un pays en transition, qui aspire à une coopération pacifique avec les pays du monde démocratique libre et, dans le domaine économique, à l'établissement de relations commerciales normales, de la libre-entreprise et de la concurrence, afin de pouvoir participer sur un

piéd d'égalité à l'économie internationale et à l'échange international de biens et de services, d'idées et de personnes.

Le système de normes et de certification temporairement adopté n'est pas adapté aux objectifs actuels de la République de Croatie et les règlements sont pour la plupart dépassés et insuffisamment harmonisés avec les règlements internationaux et régionaux correspondants.

La République de Croatie, étant désireuse de participer à l'échange international de biens et services, doit établir un nouveau système de normes et de certification plus moderne, harmonisé avec les systèmes en vigueur dans le reste du monde, car cela est indispensable pour son intégration dans l'économie internationale.

C'est pourquoi elle a décidé d'instituer un nouveau système de normes et de certification conforme à ses objectifs, à ses besoins et à ses possibilités.

L'établissement, l'application et, dans une certaine mesure, la supervision du nouveau système relèvent de l'Office national de normalisation et de métrologie, créé en 1992.

La nouvelle loi sur la normalisation et la nouvelle réglementation constitueront la base juridique du nouveau régime; elles seront inspirées du savoir-faire et de l'expérience acquise sur le plan international et des dispositions en vigueur sur le plan international et régional ainsi que dans d'autres pays.

Les normes croates (HRN) reprendront des normes et recommandations internationales (ISO, CEI, UIT, Codex Alimentarius, ONU/CEE, etc.) et régionales (CEN, CENELEC, ETSI), ainsi que, dans certains domaines, les normes d'autres pays (BS, NF, ASTM, DIN, etc.).

Le nouveau système de certification de la qualité (accréditation, essais et certificats) sera fondé sur les normes ISO 9000 et EN 45 000.

La nouvelle loi sur la normalisation, qui est en préparation, formulera des directives générales pour l'introduction du nouveau système et l'élaboration des règlements concernant tel ou tel aspect et leur application.

La loi prévoit que les normes ne seront pas obligatoires, sauf lorsqu'il s'agit de protéger la vie et la santé, l'environnement ou de protéger les consommateurs en général.

Tous les contrats et accords qui lient la République de Croatie seront respectés dans l'élaboration et l'application des normes.

Les lois, règlements et normes, essais et certifications obligatoires s'appliqueront de façon identique aux biens et services d'origine nationale et étrangère et ne seront pas appliqués de manière à entraver l'importation de marchandises ou de services.

Les résultats d'essais et les certificats d'autres pays seront reconnus, à condition qu'ils soient fondés sur des normes et dispositions identiques ou similaires.

La nouvelle loi sur la normalisation devrait être adoptée avant la fin de 1995.

Afin d'établir les relations nécessaires avec les systèmes internationaux et nationaux de normalisation et de certification et d'avoir un aperçu de leurs travaux et la possibilité d'y participer,

la République de Croatie est devenue membre de plusieurs organisations et organismes des Nations Unies (FAO, OMS, CNUCED, ONU/CEE, etc.) et y joue un rôle actif.

Des organismes désignés par la République de Croatie sont devenus membres d'organisations internationales (ISO, CEI, UIT), régionales (OEC, ETSI) ainsi que d'un organisme de l'Union européenne (CENELEC); des négociations sont en cours en vue de l'adhésion au CEN (organisme de l'UE).

De même, la Croatie a établi des relations avec plusieurs organisations nationales et échange avec elle des documents et des données d'expérience afin d'adapter son système et d'éviter de créer des obstacles au commerce international de biens et de services.

Question 53

Existe-t-il un système de certification obligatoire pour l'importation de marchandises en Croatie?

Réponse:

Les prescriptions appliquées aux produits importés en Croatie sont identiques à celles qui s'appliquent aux produits d'origine nationale.

Certains types de produits doivent être accompagnés d'une déclaration du producteur, d'un mode d'emploi et d'une garantie et leurs emballages doivent porter certaines mentions, le tout en langue croate.

La fourniture de pièces de rechange et un service après-vente doivent être assurés pour certains types de produits. Les produits pour lesquels il existe des normes obligatoires en Croatie doivent faire l'objet d'une attestation de conformité et les produits assujettis à certification obligatoire doivent être accompagnés des certificats appropriés.

Les attestations de conformité et les certificats sont délivrés par les organismes enregistrés ou agréés pour les opérations d'inspection et de certification par les autorités compétentes de la République de Croatie.

Toutes les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux produits d'origine croate.

Question 54

Veillez expliquer comment la Croatie veille à ce que ses normes sanitaires et phytosanitaires soient basées sur des éléments scientifiques.

Réponse:

La principale loi vétérinaire de la République de Croatie est la Loi sur la protection zoosanitaire et la médecine vétérinaire (Journal officiel n° 52/91).

Sur la base de cette loi ont été adoptés un grand nombre d'autres textes (règlements, décrets, instructions) visant en particulier à prévenir ou à éradiquer certaines maladies contagieuses et à réglementer la reproduction animale et le commerce d'animaux vivants et de produits d'origine animale.

La législation vétérinaire est adaptée en permanence aux normes internationales et en particulier à celles qui sont établies par le Bureau international des épizooties et le Codex Alimentarius.

Les services d'inspection phytosanitaires à la frontière sont organisés par une section spéciale du Département de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et de l'industrie du tabac du Ministère de l'agriculture et de la foresterie. Il existe cinq unités d'inspection phytosanitaire à la frontière, qui contrôlent au total 19 points de passage, choisis par le Ministère de l'agriculture et de la foresterie conformément à la Loi sur la protection phytosanitaire, aux obligations internationales et aux accords bilatéraux.

Les services d'inspection à la frontière s'occupent des examens obligatoires lors de l'importation ou du transit de végétaux et l'Institut phytosanitaire du Ministère de l'agriculture et de la foresterie examine les végétaux exportés. Les services d'inspection à la frontière et l'Institut phytosanitaire collaborent pour l'organisation des activités liées à la quarantaine et la gestion des installations de quarantaine, dans le cadre de la réglementation du commerce de végétaux et produits végétaux importés.

III.2 k) Organisation des services d'inspection à la frontière

Question 55

Quels sont les produits agricoles dont l'importation est strictement réglementée ou totalement interdite pour des raisons phytosanitaires ou zoosanitaires et quelle est la justification de ces interdictions? Veuillez donner plus de précisions sur les essais de qualité exigés pour les produits agricoles.

Réponse:

Les animaux vivants et produits d'origine animale ne peuvent être importés que sur présentation d'un certificat attestant qu'ils satisfont à toutes les prescriptions vétérinaires et sanitaires. Le transport de ces produits à travers le territoire croate est réglementé de la même manière. Les certificats d'importation sont délivrés par le Service vétérinaire national, qui est également chargé d'établir, d'imprimer et de délivrer les certificats internationaux accompagnant les exportations croates. Les certificats sanitaires et vétérinaires (garanties, quarantaines, essais), ainsi que les certificats internationaux destinés à l'exportation sont conformes au Code zoosanitaire international (OIE, 1992, mise à jour 1994).

L'importation de plantes et de produits végétaux et en particulier de semences et de matériel de reproduction fait l'objet d'un contrôle phytosanitaire obligatoire. Le commerce et la production de semences et de matériel de reproduction destiné à l'agriculture et à la foresterie peut être interdit lorsque les produits concernés sont:

- contaminés par un pourcentage quelconque de parasites ou de pathogènes inconnus sur le territoire de la République de Croatie ou qui n'y ont été observés que dans des zones très limitées (liste donnée à l'Appendice 18); ou
- non conformes aux critères sanitaires appliqués aux végétaux, semences et matériels de reproduction, le pourcentage de pathogènes étant supérieur au niveau admis (voir critères à l'Appendice 19).

La protection phytosanitaire est régie par la Loi sur la protection phytosanitaire et ses textes d'application, qui sont conformes à la Convention internationale pour la protection des végétaux et aux principes du Comité de l'Union européenne sur l'état sanitaire des plantes agricoles.

Les règles relatives à l'application de produits chimiques pour la protection des plantes sont également conformes aux règles internationales et adaptées à la production, au commerce, à la distribution et à l'utilisation des plantes.

Il convient de signaler que la Croatie modifie et développe en permanence son système juridique et s'efforce de suivre l'évolution de la science et de la technique dans le monde. Elle a l'intention de poursuivre cet effort et, afin d'améliorer l'efficacité de ce travail, l'Institut de l'agriculture et de la foresterie, les institutions scientifiques et le Ministère de l'agriculture et de la foresterie vont accroître leurs effectifs, encourager l'éducation permanente et acheter du matériel.

Question 56

Veuillez expliquer comment la Croatie entend appliquer le Code du GATT sur les obstacles techniques au commerce et se conformer à l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Réponse:

La République de Croatie a toujours pratiqué le commerce international d'animaux vivants et de produits d'origine animale et souhaite continuer. Elle se conformera à l'Accord du Cycle d'Uruguay, en particulier pour ce qui est des mesures sanitaires, par les moyens suivants: services vétérinaires convenablement organisés et efficaces; mesures efficaces de protection phytosanitaires; contrôle systématique et efficace de la production et du commerce d'animaux vivants et de produits d'origine animale (commerce intérieur et international) et réglementation vétérinaire conforme aux normes internationales.

La Croatie est prête à appliquer le Code du GATT sur les obstacles techniques au commerce et, à cet effet, elle appuie ou a déjà commencé à appliquer les dispositions prévues par l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, qui ont été intégrées dans la Loi sur la protection phytosanitaire. Elle a également manifesté son appui en appliquant la Convention internationale pour la protection des végétaux et les directives de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes, dont elle est membre.

Consciente du fait que l'élaboration et l'amélioration de la réglementation phytosanitaire est un processus permanent, la Croatie est d'accord d'appliquer les mesures phytosanitaires du Cycle d'Uruguay en acceptant un niveau de risque raisonnable.

III.4 Incitations à l'exportation de biens et services

Question 57

Veuillez préciser les intentions de la Croatie en ce qui concerne des services spécifiques de commercialisation, la recherche-développement et la formation professionnelle. Prière d'indiquer quels sont les moyens - tels que subventions ou services gratuits - que la Croatie va employer pour atteindre ses objectifs dans ces domaines, en précisant notamment quelles sont les conditions auxquelles les intéressés devront satisfaire pour en bénéficier.

Veuillez décrire quelles sont les lois que la Croatie envisage de modifier pour encourager la concurrence et la mobilité des facteurs de production.

Réponse:

La Croatie n'a pas de politique industrielle privilégiant certains secteurs stratégiques de l'économie. Les activités de l'Etat visant à favoriser le développement économique de la Croatie, qui est un petit pays ouvert et en transition, sont axées sur la mise en place des bases juridiques et institutionnelles indispensables pour le fonctionnement normal d'une économie de marché dans laquelle la propriété privée est prédominante, pour le maintien des équilibres macroéconomiques internes et externes et pour l'ajustement structurel du secteur financier et de l'économie réelle.

Pour atteindre ces objectifs, la Croatie a adopté des lois conformes au droit international (Loi sur les sociétés, Loi sur les banques, etc.), ouvrant ainsi les portes à la libre entreprise dans tous les secteurs de l'économie.

Avec le libre accès aux marchés, l'application du traitement national aux capitaux étrangers et la libéralisation du régime de commerce extérieur et du régime de change, la Croatie a mis en place les conditions nécessaires pour stimuler la concurrence sur le marché intérieur.

Dans cet environnement libéral, qui existe depuis quelques années, le secteur privé s'est rapidement développé, notamment pour la fourniture des services aux entreprises qui constituent une partie importante de l'infrastructure d'une économie de marché et sont indispensables pour son fonctionnement. La Croatie prône une grande attention au développement des petites et moyennes entreprises et a créé l'Agence croate de garantie pour faciliter leur accès au crédit bancaire. En outre, les banques commerciales et la Banque croate de crédit pour la reconstruction (HKBO) ont lancé des mécanismes de financement spéciaux permettant d'utiliser les fonds fournis par des institutions de financement internationales ou étrangères pour octroyer des crédits aux PME.

Une agence pour l'assurance des crédits à l'exportation contre les risques non commerciaux a été créée dans le but d'encourager l'exportation.

Dans le cadre d'une initiative de développement technologique, les autorités ont appuyé la création de parcs technologiques afin de favoriser le transfert de technologie depuis l'étranger. La coopération internationale dans le domaine de la science et de la recherche se développe (participation aux programmes COST et EUREKA). Les lois concernant la recherche scientifique et l'enseignement supérieur laissent à l'initiative privée et à l'investissement étranger la possibilité de jouer leur rôle dans ce secteur.

La nouvelle législation du travail, en cours d'élaboration, devrait assouplir le marché du travail en libéralisant les contrats de travail à durée déterminée, en créant des programmes de recyclage et en assouplissant les procédures de licenciement.

En outre, les autorités subventionnent les travailleurs indépendants et les employeurs disposés à créer des emplois.

La libéralisation des investissements étrangers et l'amélioration de la législation concernant les faillites ont créé les conditions nécessaires pour une plus grande mobilité et une allocation plus efficiente du capital. Ce processus a été facilité par la consolidation des banques, la privatisation des entreprises du secteur socialisé et la création du cadre juridique et institutionnel nécessaire pour le développement du marché des capitaux (Loi sur les titres, Loi sur les fonds de placement, création d'une bourse, etc.).

Le gouvernement s'est lancé dans un ambitieux programme de restructuration des infrastructures publiques, de la construction navale et de la métallurgie, en particulier dans le cas des industries

polluantes implantées sur la côte Adriatique. A cet effet, il emploie notamment les moyens suivants: subventions, garanties pour les crédits bancaires et garanties de bonne exécution, financement d'études, prise en charge du coût de la fermeture des usines et allocations pour les salariés qui perdent leur emploi.

Question 58

L'UE souhaiterait avoir des précisions sur les incitations envisagées par la Croatie pour encourager l'exportation de services. Une entreprise à capitaux étrangers établie en Croatie peut-elle bénéficier de ces incitations?

La phrase "on envisage également d'accorder des incitations à l'exportation sous forme de dégrèvements fiscaux, de ristournes de droits et d'autres restitutions" n'indique pas clairement si la Croatie va ou non accorder des subventions à l'exportation. A cet égard, l'UE appelle l'attention sur l'article 3.1 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, et en particulier sur la note 4, qui interdit les subventions subordonnées, en droit ou en fait, à des résultats à l'exportation.

Réponse:

Comme nous l'avons indiqué dans l'Aide-mémoire sur le commerce extérieur (III.4), la Loi sur les opérations de commerce extérieur contient des dispositions visant à encourager l'exportation de biens et de services. Cependant, depuis l'accession à l'indépendance et jusqu'à ce jour, le gouvernement croate n'a jamais appliqué ces mesures, c'est-à-dire qu'il n'a jamais octroyé d'incitations visant directement à stimuler l'exportation de biens et de services. La seule exception est constituée par le secteur du tourisme. En 1994, le gouvernement a pris une décision en vertu de laquelle quelque 25,6 millions de HRK (environ 6,95 millions de DM), imputés sur le budget de l'Etat, ont été affectés à la promotion du tourisme sur le marché international (foires, catalogues, études, etc.). En outre, eu égard à l'importance du manque à gagner subi par l'industrie touristique croate, aux problèmes de transport et autres difficultés de la Dalmatie (principale région touristique du pays avant la guerre), les frais de voyage des touristes croates ou étrangers voyageant en groupes et séjournant au moins sept jours en Dalmatie ont été subventionnés en 1994. Le montant imputé sur le budget de l'Etat à cet effet a totalisé 6,4 millions de HRK (environ 1,74 million de DM) en 1994.

Il convient de souligner que le nouveau projet de loi sur le commerce, contrairement à la loi actuellement en vigueur, n'envisage aucune forme de subventions à l'exportation, mesures d'encouragement des exportations ou restitutions des droits de douane ou autres prélèvements à l'importation. Sur ce plan, il est évident que la Croatie se conforme aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Question 59

Veuillez fournir davantage de précisions sur les mesures prises afin de stimuler les exportations de services.

Réponse:

Comme nous l'avons indiqué dans l'Aide-mémoire sur le commerce extérieur (III.4), la Loi sur les opérations de commerce extérieur permet de prendre des mesures pour encourager l'exportation de biens et de services. Cependant, jusqu'à présent le gouvernement croate n'a jamais utilisé cette possibilité et n'a jamais encouragé directement les exportations, sauf dans le secteur du tourisme. En 1994, il a inscrit au budget de l'Etat un crédit d'environ 25,6 millions de HRK (environ 6,95 millions de DM) pour la promotion du tourisme sur le marché international (foires, catalogues, études, etc.).

En outre, compte tenu du manque à gagner subi par le tourisme croate et des problèmes de transport et autres difficultés de la Dalmatie (principale destination touristique avant la guerre), le gouvernement a subventionné les frais de voyage des groupes de touristes croates ou étrangers séjournant en Dalmatie pendant sept jours ou plus et, en 1994, un montant de 6,4 millions de HRK (1,74 million de DM) a été imputé sur le budget à cet effet.

Il convient de souligner que le nouveau projet de loi sur le commerce ne prévoit aucune subvention à l'exportation, contrairement à la loi actuellement en vigueur. Il ne prévoit pas non plus de restitution des droits de douane et autres prélèvements à l'importation. Il est donc clair que la République de Croatie a l'intention d'appliquer les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Question 60

La liste des opérations de commerce extérieur reconnues par la loi n'est pas exhaustive. Veuillez fournir une liste complète des services dont l'exportation est soit autorisée, soit assujettie à des restrictions.

Réponse:

L'actuelle Loi sur les opérations de commerce extérieur ne mentionne expressément que les services (représentation, vente en consignation, exécution de travaux de construction à l'étranger, exécution de travaux de construction pour des entités étrangères en Croatie, etc.) pour lesquels une autorisation spéciale du Ministère des affaires économiques est nécessaire. Le projet de loi sur le commerce ne prévoit pas de réglementation particulière des exportations ou importations de services, ni de restrictions y relatives (voir Appendice 8).

III.4 a) Mesures de protection

Question 61

L'UE souhaiterait avoir des précisions sur la signification de l'alinéa 9 de cette rubrique.

Réponse:

La première partie de la phrase extraite de la Loi douanière a malheureusement été mal traduite dans l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République de Croatie.

La traduction correcte de ce texte est la suivante (article 49.1)):

En ce qui concerne le règlement des droits de douane sur les marchandises d'origine croate ou la procédure douanière, si un pays ne traite pas les navires ou autres moyens de transport croates ...

Nous pensons que l'ambiguïté est due à cette erreur de traduction; le sens de cet article est très clair: la République de Croatie se réserve le droit d'appliquer des mesures réciproques - en l'espèce un droit compensateur - au cas où d'autres pays appliqueraient aux biens ou moyens de transport originaires de Croatie un traitement discriminatoire.

Question 62

Lorsqu'un droit spécial est perçu en sus du droit de douane normal, les conditions à satisfaire sont-elles conformes à l'Accord sur les sauvegardes inclus dans l'Acte final? L'institution d'un droit spécial en tant que mesure de protection est-elle compatible avec les dispositions de l'OMC?

Réponse:

Dans la pratique, cet article de la Loi douanière (article 55) serait appliqué selon des modalités pleinement conformes aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes. La décision d'appliquer cet article serait prise à l'issue d'une consultation entre le gouvernement, la Chambre de commerce et le Ministère des finances. Cependant, jusqu'à présent la République de Croatie n'a jamais eu besoin de réguler son commerce extérieur de cette manière, si bien que nous n'avons aucun exemple d'application de cet article.

Question 63

Quels sont les critères employés par la Croatie pour déterminer si une importation causera un "grave préjudice" à l'économie nationale? Veuillez expliquer comment la Croatie entend appliquer les accords du GATT et du Cycle d'Uruguay sur les sauvegardes.

Réponse:

Cet article de la Loi douanière (article 55) serait appliqué selon des modalités totalement conformes aux dispositions des accords sur les sauvegardes. La décision d'appliquer cet article et les critères employés à cet effet seraient déterminés à l'issue d'une consultation entre le gouvernement, la Chambre de commerce et le Ministère des finances. Cependant, jusqu'à présent la République de Croatie n'a jamais jugé nécessaire de recourir à de telles mesures et cet article n'a donc pas été appliqué.

Le projet de loi sur le commerce (articles 46 et 47) précise les conditions régissant l'application de mesures de sauvegarde. Ces articles ont été rédigés de façon à être conformes à l'Accord sur les sauvegardes.

Question 64

Veuillez expliquer quelles "mesures spéciales de protection douanière" sont actuellement en vigueur. Quelle est la durée d'application prévue? Quels sont les critères employés pour déterminer si certaines marchandises sont importées à des prix tels qu'ils risquent de provoquer une grave désorganisation du marché ou qu'ils permettraient à une personne ou à un pays d'exercer un monopole?

Réponse:

Comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la question précédente, les modalités d'application de cet article de la loi douanière (article 55) seraient totalement conformes aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes. La décision d'appliquer cet article serait prise à l'issue d'une consultation entre le gouvernement, la Chambre de commerce et le Ministère des finances.

Cependant, jusqu'à présent la Croatie n'a jamais éprouvé la nécessité d'appliquer ce type de mesures et, par conséquent, il n'existe aucun exemple d'application de cet article.

Question 65

Veillez fournir une version anglaise de la Loi antidumping et indiquer comment la Croatie entend appliquer les accords du GATT et du Cycle d'Uruguay sur les mesures antidumping et les mesures compensatoires.

Réponse:

Les dispositions applicables aux mesures antidumping seront énoncées aux articles 48 et 49 de la Loi sur le commerce. Dès que cette loi sera adoptée, le gouvernement déterminera les modalités d'application des mesures antidumping. Les critères et règles établis par l'Accord sur les mesures antidumping et les mesures compensatoires seront intégralement respectés (voir Appendice 8).

Question 66

Veillez confirmer qu'à l'heure actuelle aucune mesure de protection, telle que droit antidumping ou droit compensateur, n'est appliquée pour protéger les producteurs locaux. Prière d'indiquer en détail quelles sont, le cas échéant, les mesures appliquées, en particulier dans le secteur agricole.

Veillez préciser si la phrase "la Croatie s'est engagée à ne pas recourir aux mesures de protection héritées de l'ex-Yougoslavie" signifie que la Croatie n'appliquera jamais de mesures antidumping ou autres mesures de protection similaires.

Quels sont les critères appliqués par la Croatie pour prévoir l'évolution des exportations et des flux de devises aux fins de l'application des droits antidumping et compensateurs?

Réponse:

En vertu des dispositions actuellement en vigueur (article 75 de la Loi sur les opérations de commerce extérieur, héritée de l'ex-Yougoslavie) et des dispositions du projet de loi sur le commerce, l'application de droits antidumping est en principe conforme aux règles du Code antidumping; cependant, nous soulignons que la République de Croatie n'a jamais appliqué de mesures de ce genre, dans aucun secteur, y compris l'agriculture.

Les critères fondamentaux régissant l'application de droits antidumping, de droits compensateurs et de mesures de sauvegarde sont énoncés dans le projet de loi sur le commerce. Le gouvernement déterminera les conditions d'application de ces mesures et les modalités de chacune de ces formes de protection. Cette réglementation sera fondée sur les principes et décisions de l'OMC.

Conformément à la réglementation en vigueur, le gouvernement peut instituer des droits antidumping uniquement s'il a été établi, conformément à la procédure pertinente, que les marchandises concernées sont importées à un prix inférieur à leur valeur normale et causent ou menacent de causer un préjudice aux producteurs nationaux.

En pareil cas, aucun droit compensateur ne peut être appliqué en sus du droit antidumping. L'expression "additional customs duty" employée dans la version anglaise de l'Aide-mémoire est une erreur de traduction; il s'agit en fait de "droits compensateurs", qui servent à protéger l'industrie nationale contre des importations bénéficiant de subventions, et nous regrettons cette erreur de traduction (qui ne concerne pas la version française).

Question 67

La législation croate envisage la possibilité d'instituer un droit compensateur en cas de dumping, c'est-à-dire de "vente à des prix inférieurs au prix du marché". Or, l'Accord antidumping n'autorise des mesures antidumping qu'au cas où il y aurait un écart entre la valeur normale d'un produit et son prix à l'exportation. En outre, ces mesures sont subordonnées à l'existence d'un préjudice important subi par les producteurs nationaux d'un produit similaire. Dans quelles mesures ces conditions seront-elles incorporées dans la législation croate?

Réponse:

Pour la réponse à cette question, voir la traduction officieuse du projet de loi sur le commerce donnée à l'Appendice 8.

Question 68

L'UE voudrait savoir si, au cas où des mesures de protection seraient prises, il pourrait y avoir cumul entre les droits antidumping et les droits compensateurs mentionnés à la page 35. Dans l'affirmative, la Croatie pourrait-elle expliquer quelles seraient les dispositions de l'OMC invoquées pour justifier ce cumul?

Dans quelles conditions est-il possible d'instituer un droit antidumping à l'exportation? Ce droit peut-il être institué de façon autonome ou seulement après l'ouverture d'une enquête antidumping dans un autre pays importateur? Serait-il appliqué sur une base NPF ou seulement aux exportations destinées à un pays donné?

Veuillez fournir un exemplaire des lois croates relatives aux droits antidumping, aux droits compensateurs et aux mesures de sauvegarde.

Réponse:

En vertu de la législation en vigueur (article 75 de la Loi sur les opérations de commerce extérieur), l'introduction d'un droit antidumping est en principe conforme aux dispositions du Code antidumping.

En conséquence, le gouvernement ne peut instituer de droits antidumping que s'il est établi, aux termes de la procédure appropriée, que les marchandises sont importées à un prix inférieur à leur valeur marchande normale et causent ou menacent de causer en conséquence un préjudice grave aux producteurs nationaux. Le droit antidumping ne peut pas être combiné avec un droit compensateur.

L'expression "additional customs duty" résulte d'une erreur de traduction; l'expression correcte aurait dû être "droit compensateur" (cette erreur a été corrigée dans la traduction française de l'Aide-mémoire); il s'agit en effet de droits visant à protéger l'industrie nationale contre des importations subventionnées. La législation croate ne permet pas l'institution de droits antidumping à l'exportation, comme cela ressort bien du texte de la page 35 de l'aide-mémoire.

Le projet de loi sur le commerce constituera le cadre juridique régissant l'application de droits antidumping, droits compensateurs et mesures de sauvegarde. Lors de l'adoption de cette loi, le gouvernement devra définir les modalités et critères d'application des différentes mesures de protection, qui seront conformes aux principes et règles de l'OMC (voir Appendice 8).

IV.1 Propriété industrielle (et ADPIC)

Question 69

Où en est l'élaboration de la législation sur le droit d'auteur, les brevets, les marques et les modèles d'utilité?

Réponse:

Pendant un à deux ans encore, la Croatie devra faire un énorme travail pour élaborer une nouvelle législation sur la propriété intellectuelle. Cette législation remplacera la réglementation actuelle, héritée de l'ex-Yougoslavie, qui était en vigueur à la fin de 1991. Un premier projet de loi sur les brevets est déjà terminé et il est actuellement examiné par un groupe de travail établi à cet effet.

Au milieu de 1995, on entreprendra l'élaboration de la loi sur les marques et de la loi sur les dessins et modèles industriels. L'élaboration de la nouvelle loi sur le droit d'auteur commencera vers la fin de l'année.

Pour rédiger ces lois, la Croatie s'appuiera sur les réalisations récentes et l'expérience internationale et a l'intention de travailler en concertation et en coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève et diverses institutions nationales et régionales spécialisées dans la propriété intellectuelle. Il va sans dire que les principes et la teneur de l'Accord sur les ADPIC seront respectés.

Question 70

Quels sont les délais prévus pour l'adoption et l'entrée en vigueur de ces lois?

Réponse:

Ces lois seront adoptées l'une après l'autre et elles devraient toutes être promulguées d'ici la fin de 1996 ou, au plus tard, dans les premiers mois de 1997. Elles entreront en vigueur en 1997. La nouvelle loi sur les brevets devrait entrer en vigueur dès le début de 1996.

Question 71

Veuillez fournir une version anglaise des projets de loi afin de permettre aux parties de les commenter avant qu'elles soient soumises au Parlement.

Réponse:

La Croatie fournira une version anglaise des projets de loi, pour observations, lorsqu'elles arriveront au stade final du débat public et avant qu'elles soient soumises au Parlement.

Question 72

L'actuelle réglementation de la propriété intellectuelle fait-elle partie de la Loi sur le commerce extérieur ou d'autres sections de la législation croate?

Réponse:

La Loi sur la propriété intellectuelle, ex-loi yougoslave sur la protection des inventions, des améliorations techniques et des signes distinctifs, qui a été modifiée en avril 1992 (y compris en ce qui concerne son titre) (NNRH 1992), englobe la quasi-totalité des dispositions régissant la propriété intellectuelle en Croatie.

Question 73

La Croatie a-t-elle entrepris de rédiger une loi pour la protection des configurations de circuits électroniques? Dans l'affirmative, quand prévoit-elle d'adopter cette loi? Quand cette loi entrera-t-elle en vigueur?

Réponse:

Cette question sera traitée dans le cadre d'une loi spécifique vers la fin de 1996 et la Loi sur les configurations de circuits intégrés semi-conducteurs devrait être promulguée au début de 1997.

Question 74

Veillez expliquer comment la législation croate protège les secrets commerciaux.

Réponse:

La protection des secrets commerciaux sera assurée dans une certaine mesure par le nouveau projet de loi sur le commerce, qui assimile l'obtention illégale d'un secret commercial ou l'exploitation illégale d'un secret commercial obtenu d'un autre commerçant à une forme de concurrence déloyale.

La Croatie a l'intention de recueillir des renseignements sur les régimes de protection des secrets commerciaux appliqués par différents pays ayant une grande expérience en la matière et de choisir un modèle offrant des solutions appropriées.

Question 75

La Croatie est-elle en discussion avec l'Organisation européenne des brevets en vue de permettre à des ressortissants étrangers de désigner la Croatie lorsqu'ils soumettent à l'OEB une demande de brevet? Où en sont ces discussions?

Réponse:

L'Office des brevets de la République de Croatie est en relation avec l'Organisation européenne des brevets depuis 1992. Ces relations devraient s'intensifier en 1995 car la Croatie prévoit de travailler en concertation et en coopération avec l'OEB pour élaborer sa nouvelle loi sur les brevets. Dans ce cadre, la possibilité d'autoriser des ressortissants étrangers à désigner la Croatie lorsqu'ils soumettent à l'OEB une demande de brevet sera examinée et réglementée.

Question 76

La Croatie a-t-elle l'intention d'adhérer au Traité de coopération en matière de brevets et, dans l'affirmative, quand?

Réponse:

La Croatie a l'intention d'adhérer au Traité de coopération en matière de brevets à la fin de 1995.

Question 77

La nouvelle loi sur les brevets qui est en préparation sera-t-elle pleinement compatible avec les prescriptions de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce?

Réponse:

Il ne fait aucun doute que cette nouvelle loi sera pleinement compatible avec les prescriptions de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Question 78

En vertu de l'article 22 de l'ex-loi sur les inventions, les améliorations techniques et les signes distinctifs, les obtentions végétales et les races animales ne peuvent être brevetées. La loi ne précise pas si les micro-organismes et processus microbiologiques sont brevetables. Veuillez préciser si les inventions de ces deux catégories sont brevetables.

Réponse:

En vertu des modalités d'octroi des brevets (articles 21, 24 du Règlement de la procédure d'octroi des brevets - NNRH 53/91; S1 liste 62/91), les micro-organismes et processus microbiologiques sont brevetables.

Question 79

L'article 139 de l'ex-loi sur les inventions, améliorations techniques et signes distinctifs prévoit la concession de licences obligatoires si l'invention n'est pas "exploitée" en Croatie et dispose expressément que l'importation n'est pas considérée comme une "exploitation". Veuillez indiquer comment la Croatie fera en sorte que l'importation d'un produit breveté soit considérée comme une "exploitation" aux fins des licences obligatoires.

Réponse:

La question des licences obligatoires sera traitée comme il convient et de façon compatible avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans la nouvelle législation.

Question 80

Veuillez préciser si la nouvelle loi croate sur le droit d'auteur et les droits voisins protège les producteurs de phonogrammes.

Réponse:

En ce qui concerne les droits voisins, la Loi sur le droit d'auteur de 1993, actuellement en vigueur, ne protège que les interprètes; il est prévu de traiter la question de la protection des droits

de producteurs de phonogrammes de façon que tous ces aspects puissent être inclus dans la législation future.

Question 81

Comment les enregistrements sonores produits avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le droit d'auteur seront-ils traités?

Réponse:

Il est probable que les enregistrements sonores produits avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le droit d'auteur ne resteront sur le marché que s'ils ont été produits conformément aux dispositions de cette loi.

Question 82

Veillez décrire quelles sont les dispositions actuellement en vigueur pour protéger les producteurs de phonogrammes contre la reproduction et l'utilisation non autorisées de leurs enregistrements.

Réponse:

Les producteurs d'enregistrement sonore sont actuellement protégés de façon indirecte dans le cadre de l'administration collective des droits d'auteur.

Celle-ci est assurée par l'Association croate des compositeurs, qui est membre du Bureau international de l'édition mécanique (BIEM) et qui applique le contrat-type du BIEM, empêchant ainsi la reproduction et la diffusion d'enregistrements sonores sans autorisation.

Question 83

Propriété industrielle (stet)

Réponse:

Dans l'avenir immédiat, pendant un à deux ans, la Croatie se concentrera sur l'élaboration d'une nouvelle législation des droits de propriété intellectuelle pour remplacer l'actuelle législation héritée de l'ex-Yougoslavie, qui était en vigueur à la fin de 1991. La rédaction de la nouvelle loi sur les brevets a déjà été commencée; un groupe de travail a été créé à cet effet au niveau de l'administration centrale.

Dans le courant de cette année, un processus similaire sera entrepris en ce qui concerne les nouvelles lois sur les marques et sur les dessins et modèles industriels. La rédaction de la nouvelle loi sur le droit d'auteur devrait commencer à la fin de l'année.

La Croatie va s'appuyer sur des exemples étrangers et sur l'expérience acquise un peu partout dans le monde, grâce notamment à sa participation aux activités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ainsi qu'en coopérant et en se concertant avec certaines institutions nationales et régionales qui s'occupent de propriété intellectuelle. Elle a l'intention de se conformer à l'esprit et à la lettre de l'Accord sur les ADPIC.

Question 84

Les règles actuellement appliquées par la Croatie en matière de licences obligatoires sont-elles compatibles avec les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

Les dispositions de la nouvelle loi relatives aux licences obligatoires ou non volontaires seront entièrement mises en conformité avec les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Nous tenons à souligner que, malgré l'existence de dispositions à cet effet, aucune licence obligatoire n'a été concédée.

Question 85

La version anglaise de l'Aide-mémoire mentionne des "registered marks of origin". Quel est exactement le régime appliqué à ces marques d'origine? Ce régime est-il le même que le régime général appliqué aux marques de commerce, de fabrique et de service?

Réponse:

Cette question est due à une erreur de traduction. Dans la version anglaise de l'Aide-mémoire, l'expression "appellations d'origine" a été traduite par "marques d'origine". Toutefois, l'expression correcte a été établie dans la version française.

Question 86

L'Aide-mémoire indique que la Croatie n'a pas encore adopté de loi "sur les circuits intégrés (y compris les semi-conducteurs)". Quand va-t-elle adopter une loi sur la protection des configurations de circuits intégrés? Y aura-t-il une obligation d'enregistrement? Quel sera l'organe responsable de ces questions? Cette loi sera-t-elle pleinement conforme aux articles 35 à 38 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

Une loi régissant la protection des configurations de circuits intégrés semi-conducteurs devrait être adoptée en 1996; cette loi sera conforme aux dispositions des articles 35 à 38 de l'Accord sur les ADPIC.

Question 87

Existe-t-il une législation protégeant les indications géographiques? Existe-t-il des obligations d'enregistrement visant à protéger les indications géographiques? Les dispositions en la matière sont-elles conformes aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

Bien que la question des indications géographiques soit déjà réglementée dans le cadre de l'actuelle Loi sur la propriété industrielle, la Croatie prévoit d'élaborer une nouvelle loi distincte, harmonisée avec les articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC et la directive de l'Union européenne sur les indications géographiques.

Question 88

On peut lire dans l'Aide-mémoire que "le cas où l'une des parties à un contrat d'acquisition et de cession de droits de propriété industrielle et de procédés de fabrication est une personne morale ou physique étrangère relève des articles 68 à 73 du chapitre VIII de la Loi sur les opérations de commerce extérieur". Qu'est-ce que cela signifie en pratique? Quel est exactement le régime applicable aux étrangers en matière d'acquisition de droits de propriété intellectuelle? Existe-t-il des restrictions concernant l'acquisition de droits de propriété intellectuelle par des étrangers? Ces restrictions s'appliquent-elles également aux Croates?

Réponse:

En ce qui concerne le chapitre VIII de la Loi sur les opérations de commerce extérieur (Acquisition et cession de droits de propriété intellectuelle et de procédés de fabrication), malgré les dispositions restrictives figurant aux articles 71 et 72 de cette loi, le Ministère des affaires économiques, en qualité d'organe gouvernemental compétent, exige en pratique que l'entité étrangère qui octroie une licence pour l'exploitation d'un brevet ou d'un procédé de fabrication garantisse que cette exploitation sera sans danger pour la vie et la santé des personnes, pour les objets ou pour l'environnement. La Croatie est en train de réviser cette loi, dont le chapitre VIII sera supprimé et remplacé par une procédure de surveillance, sans qu'il soit nécessaire de prendre les engagements ci-dessus.

Question 89

Quel est l'organisme compétent en matière de droit d'auteur et droits voisins?

Réponse:

L'organe compétent est l'Office national des brevets, dont la sphère de compétence englobe, évidemment, la propriété industrielle. (Jusqu'en mai 1995, le droit d'auteur et les droits voisins relevaient du Ministère de la culture.)

Question 90

La protection du droit d'auteur et des droits voisins est-elle pleinement conforme aux articles 9 à 14 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

La protection du droit d'auteur et des droits voisins est conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les auteurs et interprètes, mais la protection juridique des producteurs de phonogrammes et organismes de diffusion est actuellement insuffisante. Cet aspect devra être traité dans la nouvelle législation.

Question 91

La législation croate en matière de droits d'auteur prévoit-elle des droits de location et de prêt? Qui peut bénéficier de ces droits et dans quelle mesure peut-on en bénéficier?

Réponse:

La législation croate donne aux artistes et interprètes un droit exclusif en matière de distribution, droit dont découlent les droits de prêt et de location.

Question 92

Les programmes d'ordinateur sont-ils protégés en tant qu'oeuvres littéraires? Comment et dans quelle mesure les bases de données sont-elles protégées?

Réponse:

Les programmes d'ordinateur sont protégés en tant qu'oeuvres littéraires, scientifiques ou artistiques. Les bases de données peuvent être protégées en tant que collections d'oeuvres.

Question 93

L'Aide-mémoire indique que la législation croate en matière de droit d'auteur et de droits voisins ne protège pas encore les droits des producteurs de phonogrammes. Quand est-ce que les producteurs de phonogrammes seront protégés? Leur protection sera-t-elle conforme à l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

La future loi sur le droit d'auteur et les droits voisins protégera également les droits des producteurs de phonogrammes, conformément à l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC.

Question 94

Existe-t-il dans la législation croate des dispositions protégeant les secrets commerciaux et les informations non divulguées, notamment dans la perspective de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

Le nouveau projet de loi sur le commerce protège les secrets commerciaux dans la mesure où l'acquisition illégale d'un secret commercial ou l'utilisation illégale d'un secret commercial confié par un autre commerçant sont considérées comme des formes de concurrence déloyale.

La Croatie estime devoir se renseigner sur les modalités de protection des secrets commerciaux dans différents pays ayant une longue expérience en la matière afin de choisir un modèle adapté à sa situation.

Question 95

Quelles sont les procédures et voies de recours civiles et administratives disponibles pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle? A cet égard, les étrangers bénéficient-ils du même traitement que les nationaux? Ces voies de recours et procédures sont-elles conformes aux articles 42 à 49 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

Les étrangers bénéficient du même traitement que les nationaux dans les procédures civiles et peuvent demander des ordres de mettre fin aux infractions, la destruction des contrefaçons et des dédommagements, selon des procédures conformes aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

Question 96

Quelles sont les procédures et sanctions pénales prévues en cas de violation des droits de propriété intellectuelle? A cet égard, les étrangers sont-ils traités de la même façon que les nationaux? Ces procédures sont-elles conformes à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

Les étrangers sont également traités de la même façon que les nationaux dans les procédures pénales. Les violations délibérées peuvent être sanctionnées par des peines de prison et des amendes. La procédure est conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

Question 97

Les autorités judiciaires sont-elles habilitées à rendre des ordonnances ou prendre des mesures conservatoires en cas de violation des droits de propriété intellectuelle, comme le prévoient les articles 44 et 50 de l'Accord sur les ADPIC? Quelles sont exactement les mesures prévues et quelle est la procédure à suivre? Les autorités administratives ont-elles des compétences similaires?

Réponse:

A titre de mesure conservatoire, les autorités judiciaires peuvent ordonner le retrait du marché des produits contestés et interdire la poursuite des activités litigieuses. Elles sont aidées à cet effet par la police financière.

Question 98

La Croatie a-t-elle déjà mis en place un système de surveillance à la frontière pour lutter contre les violations des droits de propriété intellectuelle, conformément aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, quels sont exactement les droits protégés par ce système? Ce système s'applique-t-il également aux marchandises destinées à l'exportation et aux marchandises en transit? S'il n'existe pas encore un tel système, la Croatie a-t-elle l'intention d'en créer un?

Réponse:

Il est prévu d'introduire dans les lois futures un système de contrôle à la frontière pour protéger les droits de propriété intellectuelle. A cet égard, on prendra en considération les articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC.

Question 99

L'UE souhaiterait que la Croatie communique le texte de toutes ses lois liées à la protection des droits de propriété intellectuelle et notamment la législation sur les brevets, les dessins et modèles industriels, les marques, les configurations de circuits intégrés, les indications géographiques, le droit d'auteur et les droits voisins, les secrets commerciaux et les informations non divulguées et la protection contre la concurrence déloyale.

Réponse:

La Croatie communiquera à l'Union européenne une version anglaise de tous les textes futurs liés à la protection des droits de propriété intellectuelle, dans le cadre de la dernière étape du débat public sur ces lois, avant le début de la procédure d'examen parlementaire.

Question 100

Nous nous attendons à ce que la Croatie accède à l'OMC le moment venu et, en conséquence, assume les obligations relatives aux ADPIC; à cet égard, nous croyons savoir que la Croatie est partie à la plupart des principales conventions concernant la propriété intellectuelle (Convention de Berne sur le droit d'auteur, Convention de Paris, OMPI, etc.), mais n'a pas encore adhéré au Traité de coopération en matière de brevets. La Croatie a-t-elle l'intention de lancer une procédure d'adhésion à ce traité dans un proche avenir?

Réponse:

La République de Croatie est partie à cinq conventions internationales concernant la propriété intellectuelle:

- Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;
- Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle;
- Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques;
- Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques;
- Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels;

et à deux conventions concernant le droit d'auteur et les droits voisins:

- Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques;
- Convention de Bruxelles concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite.

L'Office national des brevets a l'intention de lancer le processus d'adhésion au Traité de coopération en matière de brevets vers la fin de 1995.

Question 101

Comment et dans quel délai la Croatie a-t-elle l'intention de se conformer aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse:

La Croatie a l'intention d'adopter de nouvelles lois et d'harmoniser ses lois et sa pratique avec l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) dans un délai de cinq ans à compter de son accession à l'OMC. La loi sur les brevets, qui reprendra les engagements et obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, est en préparation.

Question 102

La Croatie considère-t-elle que son cadre juridique actuel est suffisant pour protéger efficacement les droits de propriété intellectuelle? Comment entend-elle combler les éventuelles lacunes?

Réponse:

Nous considérons que la législation actuelle offre un cadre relativement satisfaisant pour une protection efficace des droits de propriété intellectuelle en Croatie. Toutefois, une fois qu'elle aura accédé à l'Accord sur les ADPIC, elle devra corriger et modifier sa législation actuelle. Toute lacune à cet égard sera comblée de la même façon. Nous soulignons que le cadre juridique actuel prévoit des dispositions assurant une protection civile, pénale et administrative de la propriété intellectuelle.

Question 103

Quelles sont les mesures que la Croatie a l'intention de prendre en ce qui concerne les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC pour assurer la protection des droits de propriété intellectuelle?

Réponse:

Voir réponse à la question ci-dessus.

Question 104

La Croatie a-t-elle l'intention d'accéder à la Convention sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants? Dans l'affirmative, quand envisage-t-elle d'y accéder?

Réponse:

La Croatie a l'intention d'accéder à la Convention de Rome sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants dans un délai de cinq ans.

Question 105

La législation croate assure-t-elle une protection contre la concurrence déloyale?

Réponse:

La protection contre la concurrence déloyale est régie par la Loi sur le commerce, ainsi que par le nouveau projet de loi sur le commerce et la Loi sur la protection de la concurrence, récemment adoptée (on trouvera aux Appendices 8 et 28 respectivement une version anglaise officielle de ces lois).

IV.2 Politique agricole

Question 106

Veuillez décrire en détail quels sont les secteurs de l'agriculture que la Croatie protège et a l'intention de continuer à protéger après son accession au GATT/OMC.

Réponse:

Voir à l'Appendice 2 la stratégie agricole de la République croate, qui a été élaborée avec l'aide de la FAO.

Question 107

La Croatie pourrait-elle communiquer un exemplaire du nouveau projet de cadre juridique? Ce nouveau cadre sera-t-il compatible avec les obligations découlant de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture? (IV.2 c)) Quand est-ce que le nouveau cadre juridique définissant le régime de protection de l'agriculture et réduisant le nombre de produits assujettis à des droits spéciaux pourra être examiné?

Réponse:

Le Ministère de l'agriculture et de la foresterie a élaboré, en coopération avec des experts de la FAO, une stratégie de développement agricole (voir Appendice 2). Ce document indique clairement que la politique agricole de la Croatie s'orientera vers une harmonisation avec le GATT. La plupart des intéressés conviennent que l'actuelle politique agricole est néfaste car elle étouffe le développement de ce secteur. En outre, elle devra être adaptée en raison des engagements internationaux liés à l'accession à des organisations telles que le GATT et l'Union européenne. Toutefois, il convient de souligner que la Croatie souhaite obtenir le statut de pays en développement, qui lui permettra de disposer d'un délai plus long et de conditions plus favorables pour adapter son secteur agricole durant la période de transition.

Voir également les Appendices 16 et 17.

IV.2 a) Subventions à la production de produits agricoles

Question 108

Les exportateurs de produits agricoles peuvent-ils actuellement recevoir des subventions? Dans l'affirmative, veuillez décrire ces subventions en précisant le numéro du SH et leur montant annuel.

Réponse:

Jusqu'à présent, le secteur agricole n'a bénéficié que d'une aide financière directe modeste. L'aide à l'agriculture est en partie imputée sur le budget de l'Etat, sous forme d'un soutien direct à la production (2,5 pour cent du budget de l'Etat sont consacrés à des incitations financières et des indemnités dans le secteur de l'agriculture). Le niveau du soutien direct a été réduit au cours de ces dernières années. Par ailleurs, le secteur agricole est aidé par un régime de prix garantis pour les produits agricoles de base, complété par des primes et allocations, ainsi que par des contingents et droits de douane visant à soutenir les prix. Les primes et allocations visent certains produits agricoles, certains services et certains intrants, et sont la principale forme d'aide financière à l'agriculture.

Actuellement, la Croatie ne verse aucune subvention à l'exportation de produits agricoles. Depuis la déclaration d'indépendance de 1991, l'aide financière directe, imputée sur le budget, sous forme de transferts économiques en faveur de l'agriculture, a pour objet de stimuler la production (95 pour cent) et de fournir des services (5 pour cent).

IV.2 b) Système de prix garantis

Question 109

A la page 40 (IV.2 a)), on peut lire que "le système de primes pour certains groupes de produits agricoles, égales à un certain pourcentage du prix garanti, a été maintenu". Veuillez fournir une

liste complète des produits bénéficiant de ce système de primes. Veuillez expliquer en détail comment ces primes sont calculées et comment la Croatie entend réduire le niveau du soutien.

Réponse:

Le versement des primes est régi par la Loi sur les primes et indemnités agricoles, dont les modalités d'application sont définies dans le Règlement sur les méthodes et procédures d'octroi d'aides dans le secteur agricole.

En vertu de cette loi et de ce règlement, les personnes morales et physiques établies ou résidant en République de Croatie qui produisent des produits agricoles pour le marché intérieur ont droit à des primes pour les produits suivants:

- lait de vache, de chèvre et de brebis;
- huile de soja, de tournesol, betterave à sucre et tabac.
- olives;
- sperme de taureaux sélectionnés;
- animaux reproducteurs sélectionnés des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et autres.

La prime est égale à un certain pourcentage du prix à la production du produit (20 pour cent). Le total des primes ne représente que 3 pour cent de la valeur totale de la production agricole et 2 pour cent du budget national. Il est évident que cela ne laisse guère de marge pour réduire ces primes; on ne peut que les supprimer.

24. Question

A la page 40 (IV.2 b)), on peut lire que "le système de prix garantis pour les produits agricoles de base est un mécanisme spécifique utilisé pour protéger les producteurs".

La Croatie peut-elle démontrer que ce mécanisme ne constituera pas un obstacle au commerce?

Réponse:

Les prix garantis sont fixés par le gouvernement croate pour stimuler la production agricole nationale et défendre les producteurs agricoles. Ils concernent un petit nombre de produits agricoles de base.

En 1995, des prix garantis ont été fixés pour l'huile de soja et de tournesol, la betterave à sucre, le blé et le tabac brut.

Les prix garantis sont établis avant la période de semailles, sur la base du coût de production, des cours mondiaux, des cours sur le marché intérieur, des besoins intérieurs, etc.

Il est certain que les prix garantis ont une influence sur le prix du marché. Cependant, ce dernier dépend aussi de l'offre et de la demande et des conditions du marché et peut être plus ou moins élevé que le prix garanti. Ainsi, en 1994, le prix du marché était inférieur au prix garanti dans le cas du blé.

A cet égard, il faut signaler que l'indication figurant à la page 40 de l'Aide-mémoire ("la loi dispose que les prix contractuels et les prix de vente de ces produits ne doivent pas être inférieurs aux prix garantis") ne s'applique qu'aux produits achetés par l'Office gouvernemental des réserves de produits de base et non aux achats des entreprises.

L'Office des réserves de produits de base achète environ 5 à 10 pour cent de la production annuelle aux prix garantis.

24. Question

Comment les prix garantis sont-ils calculés et administrés?

Réponse:

Les prix garantis sont calculés sur la base du coût moyen à l'hectare des semences, des engrais artificiels, des produits de protection, de l'entretien des machines (tracteurs, moissonneuses) et autres intrants, ainsi que d'un bénéfice moyen, pour chaque produit. Ces prix garantis sont appliqués en cas d'intervention publique (par exemple, lorsque le prix d'achat sur le marché est inférieur au prix garanti).

Question 110

Outre les prix garantis, existe-t-il d'autres programmes d'aide à l'agriculture qui sont toujours en vigueur? Dans l'affirmative, la Croatie a-t-elle l'intention de les démanteler dans le cadre de sa réforme?

Veuillez indiquer tous les produits alimentaires dont les prix de gros ou de détail sont encore réglementés ou subventionnés.

Réponse:

Le prix des produits agricoles est fondé sur le prix du marché. L'influence de l'Etat se limite à la fixation d'un prix garanti pour le blé, le soja, les graines de tournesol, les graines de colza et la betterave à sucre. Ces prix ne sont appliqués qu'aux achats de ces produits par l'Office gouvernemental des réserves des produits de base. Les autres transactions concernant ces produits se font aux prix du marché, qui s'écartent du prix garanti en fonction de la situation de l'offre et de la demande.

En 1994, un crédit de 501 729 000 HRK a été inscrit au budget pour les primes et indemnités agricoles. Ce crédit était destiné à subventionner la production de végétaux et d'animaux, de semences et d'engrais artificiels. Le nombre de produits directement subventionnés par le budget de l'Etat sera réduit conformément aux dispositions du GATT. Les montants ainsi économisés seront versés sous forme d'aide directe aux producteurs, conformément au GATT (ces primes ne seront pas basées sur la quantité produite) ou utilisés pour financer des investissements d'infrastructure, des services consultatifs, des activités de recherche ou de protection de l'environnement, etc.

Question 111

L'Office gouvernemental des réserves de produits de base mentionné dans cette section est-il le seul organisme public de ce genre en Croatie? Achète-t-il aussi des équipements industriels tels que matériel de transport, matériel électrique ou matériel de télécommunication? Sinon, quels sont les organismes administratifs chargés de ces achats? La nouvelle législation régira-t-elle les achats de l'Office gouvernemental des réserves de produits de base?

Réponse:

L'Office gouvernemental des réserves de produits de base est le seul organisme croate chargé d'entreposer et d'acheter des produits de base, conformément à la Loi sur les réserves publiques de produits de base (Journal officiel n° 92/94).

Cet Office n'achète pas d'équipements industriels. Ceux-ci sont achetés principalement par certaines entreprises publiques (HPT, HE, etc.), ou par certains ministères (Ministère des affaires maritimes, des transports et des communications, etc.).

Sauf lorsque la sécurité nationale est en jeu, les achats de marchandises doivent être faits conformément à la nouvelle législation relative aux procédures d'achats de biens et de services. La vente de marchandises, ainsi que les achats obligatoires, sont régis par la Loi sur les réserves publiques de produits de base (Journal officiel n° 92/94), qui est actuellement en vigueur.

IV.2 c) Prélèvements spéciaux à l'importation de produits agricoles et alimentaires (surtaxes)

Question 112

Veillez décrire l'état d'avancement du nouveau cadre juridique que la Croatie est en train d'élaborer pour protéger la production agricole et fournir les projets ou propositions y relatives. Veillez indiquer si la Croatie est disposée à transformer ses prélèvements, surtaxes et contingents en droits de douane, comme le prévoit l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture.

Réponse:

Les autorités n'ont pas encore déterminé comment sera opérée la tarification des mesures visant certains produits. Un comité qui a été chargé d'élaborer une solution prendra comme point de départ les dispositions du GATT, à savoir que la production nationale devra être protégée par des droits de douane et que les contingents et toutes les autres impositions devront être transformés en droits de douane. Le taux de droit appliqué à la valeur en douane sera modifié de façon à entraîner une réduction progressive des droits de douane, conformément à ce qui a été convenu dans les négociations avec le GATT. Tout en appliquant le principe de la tarification, et compte tenu de la situation particulière de l'agriculture croate, le gouvernement se réserve le droit d'ajuster les mesures de protection douanière dans le cadre des dispositions du GATT.

IV.3 Politiques financière, budgétaire et fiscale

Question 113

Le régime fiscal comporte-t-il des discriminations fondées sur la nationalité du propriétaire? Par exemple, la fiscalité des établissements à capitaux étrangers est-elle différente de celle des entreprises à capitaux croates? Les contrats de coopération pour la production à long terme bénéficient-ils de privilèges fiscaux?

La TVA sera-t-elle appliquée uniformément à tous les produits quelle que soit leur origine? Veillez décrire toute taxe établissant une discrimination entre les biens d'origine nationale et étrangère et indiquer ce que la Croatie a l'intention de faire pour éliminer ces discriminations.

Réponse:

Le régime fiscal croate ne fait aucune discrimination fondée sur la nationalité du propriétaire et toutes les entreprises inscrites au Registre du commerce de la République de Croatie sont imposées de la même manière, quel que soit leur régime de propriété. En ce qui concerne les privilèges fiscaux, les entreprises croates à capitaux étrangers peuvent bénéficier de certains privilèges sur la base des mêmes critères que les entreprises croates à capitaux croates.

Le Parlement a déjà adopté le projet de loi sur la TVA qui devrait entrer en vigueur au début de 1997. Le texte de cette loi (voir Appendice 26) devrait répondre aux autres questions.

La Croatie éliminera toutes les formes de discrimination entre produits nationaux et produits étrangers, conformément aux règles de l'OMC.

IV.4 Régime de change et politique de taux de change

Question 114

L'UE souhaiterait avoir un exemplaire de la Loi sur les banques et institutions d'épargne.

Réponse:

L'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République de Croatie, qui a été communiqué au secrétariat du GATT en mai 1994, était accompagné d'un appendice contenant la traduction en anglais des lois et règlements relatifs aux banques et aux opérations de change.

Au cas où l'UE n'aurait pas pu obtenir ce texte, elle est priée de se référer à l'Appendice 21.

Question 115

La Croatie fait-elle une discrimination entre les exportateurs et les autres entreprises dans l'attribution de devises et les taux de change pratiqués?

Veillez confirmer que la Croatie veillera à ce que, à l'avenir, toutes les incitations à l'exportation sous forme de privilèges fiscaux et douaniers soient compatibles avec l'Accord sur les MIC.

Veillez indiquer où en est la réflexion concernant l'introduction d'incitations à l'exportation sous forme de restitution de taxes ou de droits de douane et autres remboursements.

Réponse:

La République de Croatie ne fait aucune différence entre les exportateurs et les autres entreprises en ce qui concerne l'allocation de devises et les taux de change.

Elle a officiellement lancé la procédure d'accession à l'OMC le 22 juillet 1994 et il ne fait pas de doute que toutes ses incitations à l'exportation seront conformes aux dispositions du GATT et de l'Accord sur les MIC.

A l'avenir, les incitations à l'exportation sous forme de privilèges fiscaux et douaniers seront certainement compatibles avec les règles de l'OMC; en conséquence, seules des mesures admises, utilisées comme incitations à l'exportation par les Membres de l'OMC, seront appliquées.

IV.4 b) Loi sur les opérations de crédit avec l'étranger

Question 116

Veillez fournir une version anglaise de la Loi sur les opérations de crédit avec l'étranger.

Réponse:

En mai 1994, nous avons communiqué au secrétariat du GATT l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République de Croatie, accompagné du texte de tous les lois et règlements relatifs aux opérations bancaires et aux opérations en devises.

Au cas où ce texte ne vous aurait pas été communiqué, vous en trouverez un nouvel exemplaire ci-joint à l'Appendice 22.

IV.4 c) Relations de la Croatie avec le Fonds monétaire international

Question 117

La Croatie a-t-elle, en sa qualité de membre du FMI, émis des réserves au titre de l'article XIV (Arrangements transitoires) des Statuts?

Réponse:

La Croatie, en tant que membre du FMI, n'applique aucune réserve au titre de l'article XIV (Dispositions transitoires). Le 29 mai 1995, la République de Croatie a accepté les obligations découlant des sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du FMI.

Le gouvernement croate a notifié au Fonds monétaire international (FMI) qu'il acceptait les obligations découlant des sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du FMI, à compter du 29 mai 1995. Les membres du FMI qui acceptent les obligations de l'article VIII s'engagent à s'abstenir d'imposer des restrictions aux paiements et transferts au titre des transactions courantes ou de pratiquer des arrangements discriminatoires en matière de devises ou des taux de change multiples sans l'approbation du FMI. Actuellement, 102 pays ont accepté les obligations découlant de l'article VIII.

Deux des principaux objectifs du FMI, énoncés dans ses Statuts, sont de faciliter l'expansion et la croissance équilibrée du commerce international, contribuant ainsi à promouvoir et à préserver l'emploi et le revenu réel, et de faciliter la mise en place d'un système de paiements multilatéral pour les transactions courantes entre ses membres. À l'appui de ces objectifs, le FMI exerce une surveillance rigoureuse sur les politiques de taux de change de ses membres et supervise l'élimination des restrictions de change qui entravent la croissance du commerce mondial.

En acceptant les obligations de l'article VIII, la Croatie montre à la communauté internationale qu'elle a bien l'intention de poursuivre une politique économique saine, qui rendra superflue l'application de restrictions aux paiements et transferts au titre des transactions courantes, et de contribuer ainsi au maintien d'un système de paiements multilatéral exempt de restrictions.

IV.5 Régime des investissements étrangers

Question 118

Veillez fournir le texte de la Loi sur les opérations de commerce extérieur et de la Loi sur les sociétés.

Réponse:

La Loi sur les opérations de commerce extérieur, héritée de l'ex-Yougoslavie, ne sera plus en vigueur très longtemps. Comme elle sera remplacée par une nouvelle loi sur le commerce qui est actuellement soumise au Parlement, nous fournissons la traduction de ce projet de loi (Appendice 8) pour donner une idée de la façon dont la Croatie envisage les opérations de commerce extérieur. Il n'existe pas de version anglaise de la loi actuellement en vigueur et comme elle sera bientôt abolie, nous ne l'avons pas fait traduire.

La Loi sur les sociétés est entrée en vigueur le 1er janvier 1995. On en trouvera une version anglaise officieuse à l'Appendice 9.

Question 119

Il ressort du deuxième paragraphe qu'une entité juridique étrangère établissant une filiale en Croatie sera considérée comme investisseur étranger. Les filiales établies en Croatie seront-elles elles-mêmes considérées comme investisseurs étrangers? Ces filiales bénéficieront-elles du traitement national? Sinon, quel est exactement le traitement appliqué aux investisseurs étrangers?

Réponse:

Aux termes de la Loi sur les sociétés est considérée comme investisseur étranger toute personne morale ayant son siège en dehors de la République de Croatie ou toute personne physique de nationalité étrangère. L'investisseur étranger est le fondateur de la filiale établie en Croatie, mais celle-ci est une personne morale considérée comme société de droit croate, inscrite au Registre du commerce croate et bénéficiant du traitement national. La filiale doit prendre l'une des formes sociales prévues par la Loi sur les sociétés et être conforme à cette loi.

Les dispositions pertinentes de la Loi sur les sociétés disent expressément que l'investisseur étranger, lorsqu'il établit une société en pleine propriété ou participe à la création d'une société (société à capitaux mixtes), acquiert les mêmes droits et obligations, est soumis aux mêmes conditions et a le même statut qu'un investisseur national (article 620 1) de la Loi sur les sociétés) (voir Appendice 9).

Question 120

Veillez préciser la situation des succursales établies par une entité juridique étrangère en Croatie.

Réponse:

Voir réponse à la question précédente.

Question 121

L'UE souhaiterait avoir des précisions sur le sens du passage suivant: "régions interdites de par la loi pour des raisons de défense et de sécurité nationale".

La Croatie prévoit-elle de limiter le pourcentage d'investissements étrangers dans les secteurs énumérés? Sinon, quel sera l'effet pratique de ces mesures?

Réponse:

Le nouveau régime des investissements étrangers défini par la Loi sur les sociétés a supprimé les restrictions de l'ancienne législation concernant ce secteur. Il n'y a plus de plafonnement des investissements étrangers en fonction des secteurs, sauf dans le secteur militaire ou dans les "domaines" qui relèvent du Ministère de la défense, pour lesquels la réglementation actuelle prévoit une procédure spéciale.

De même, il n'y a pas de règles imposant par exemple un certain niveau de participation au fonds propre ou plafonnant les investissements étrangers dans certains secteurs.

La seule disposition particulière applicable aux investisseurs étrangers est qu'une société étrangère dont la forme juridique implique une responsabilité limitée des associés (société à responsabilité limitée et société anonyme) peut être considérée comme associé à responsabilité illimitée dans une société inscrite au Registre du commerce croate sous une forme qui implique une responsabilité illimitée des associés, si l'un au moins des associés croates de la société est constitué en société à responsabilité limitée ou en société anonyme ou est une personne ayant une responsabilité illimitée envers les créanciers tiers (article 621 2)).

Question 122

Veillez expliquer ce qu'il faut entendre, dans le contexte de la Loi sur les sociétés, par une société "constituée en bonne et due forme" ("properly founded") et quelles sont les formalités d'enregistrement d'une société.

Réponse:

Aux termes de la nouvelle loi sur les sociétés, en vigueur depuis janvier 1995, pour être "constituée en bonne et due forme", une société doit satisfaire à des prescriptions exhaustives et précises concernant la formation et l'enregistrement des sociétés et des entreprises individuelles. Les prescriptions applicables varient selon la forme juridique et la nature de l'entreprise.

Pour constituer une société à responsabilité limitée, il faut établir un acte constitutif, qui doit être un acte notarié rédigé en langue croate devant un notaire croate. Cet acte contient les statuts de la société et doit être signé par le notaire et les fondateurs de la société ou leurs représentants.

Pour enregistrer une société à responsabilité limitée, il faut faire établir l'acte notarié contenant les statuts et désigner les dirigeants de la société.

La demande d'inscription au Registre du commerce doit être accompagnée de divers autres documents tels les signatures des dirigeants et la liste des actionnaires.

La constitution d'une société anonyme est plus complexe. La Loi sur les sociétés prévoit deux procédures: la société anonyme peut être constituée soit en une seule étape, toutes les actions étant souscrites par les parties qui participent à l'établissement de l'acte constitutif. L'autre possibilité consiste à constituer la société en plusieurs étapes, ce qui permet d'offrir les actions en souscription publique.

La loi définit de façon très détaillée les différentes étapes de la formation d'une société anonyme.

Les statuts doivent être légalisés par acte notarié. Cet acte doit préciser la valeur nominale, le prix de souscription et la nature des actions à émettre. La loi prévoit un certain nombre de dispositions qui doivent obligatoirement figurer dans les statuts.

Pour obtenir l'inscription de la société, il faut communiquer au Registre du commerce le nom de la société et l'adresse de son siège, ses objectifs, le montant du capital social, la date d'établissement des statuts et les noms des membres du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance.

Les formalités à remplir pour constituer une société en nom collectif ou une commandite simple sont plus simples. L'établissement de l'accord d'association n'est assujéti à aucune formalité particulière. Dans certains cas, l'accord d'association peut contenir des dispositions qui s'écartent des dispositions légales.

La société en nom collectif doit être enregistrée auprès de la Cour supérieure du district où elle exerce son activité principale. Pour obtenir l'inscription, il faut indiquer le nom, la date de naissance et l'adresse de chaque associé, le nom des représentants de la société, le nom de la société, la nature de ses activités et l'adresse de son siège. Il faut joindre à la demande un exemplaire de l'accord d'association.

Ces dispositions s'appliquent également à la formation d'une société en commandite simple, sauf si la Loi sur les sociétés comporte d'autres dispositions expresses.

L'accord d'association établissant une commandite simple doit indiquer les noms des associés ordinaires, qui sont personnellement responsables des dettes de la commandite, et ceux des associés-commanditaires, qui sont responsables envers les tiers créanciers jusqu'à concurrence de leur apport.

Pour enregistrer une commandite simple, il faut fournir, outre les éléments requis dans le cas d'une société en nom collectif, des renseignements détaillés relatifs aux associés commanditaires et au montant de leur participation.

L'entreprise individuelle est constituée d'une personne physique qui gère une activité commerciale en son propre nom, de façon indépendante et conformément à la réglementation applicable aux activités artisanales; elle doit être inscrite auprès du tribunal.

Les personnes physiques peuvent s'inscrire au tribunal en qualité d'entreprise individuelle si leur bénéfice annuel dépasse 500 000 DM et doivent le faire dès que leur bénéfice annuel dépasse 4 000 000 de DM.

Question 123

En ce qui concerne les bénéfices des entreprises croates opérant à l'étranger, veuillez préciser quelles sont les utilisations autorisées par la Loi sur les opérations de commerce extérieur et quelles sont celles qui ne sont pas autorisées.

Réponse:

En vertu de la Loi sur les opérations de commerce extérieur, les fondateurs d'entreprises croates opérant à l'étranger peuvent utiliser leurs bénéfices aux fins suivantes:

- accroître la participation du fondateur dans l'entreprise qui a réalisé le profit ou dans une autre entreprise fondée à l'étranger;

- compenser la réduction de la participation du fondateur due à des pertes mentionnées dans le rapport annuel d'une entreprise établie à l'étranger;
- fonder de nouvelles entreprises ou racheter des entreprises à l'étranger;
- accorder un prêt à l'entreprise qui a réalisé le bénéfice ou à d'autres entreprises établies à l'étranger pour réaliser des opérations commerciales;
- investir dans l'entreprise conformément au contrat d'investissement.

Si, en raison de la législation du pays étranger, il n'est pas possible de rapatrier les bénéfices, ceux-ci peuvent être employés pour acheter des marchandises et les importer en Croatie ou pour investir, sous forme de participation au capital ou de prêts, dans la société établie à l'étranger.

Si les bénéfices sont rapatriés sous forme de marchandises, celles-ci sont assujetties aux dispositions régissant l'importation de marchandises en Croatie.

Si le fondateur n'a pas utilisé son bénéfice à l'une des fins ci-dessus, il est tenu de le rapatrier dans un délai de 60 jours à compter de la présentation ou de la révision du rapport annuel.

La loi ne définissant pas expressément quelles sont les utilisations non autorisées, toutes les utilisations non conformes aux fins ci-dessus sont réputées non autorisées. En conséquence, le fondateur d'une entreprise peut décider librement de l'emploi des bénéfices réalisés à l'étranger.

Question 124

Veillez préciser les objectifs de la Loi sur les opérations de commerce extérieur en ce qui concerne les contrats de production à long terme et les buts du gouvernement croate en la matière.

Pourquoi la Croatie exige-t-elle que, dans le cadre de ces contrats, les importations soient égales aux exportations et comment applique-t-elle cette règle?

Pourquoi la Croatie exige-t-elle que le solde créancier ou débiteur inscrit à la comptabilité courante ne dépasse pas 40 pour cent de la valeur des biens et services importés et exportés l'année précédente?

Veillez préciser si les marchandises visées par un contrat de production à long terme sont traitées différemment des autres marchandises importées ou exportées en ce qui concerne les contingents d'importation ou d'exportation, les licences et les autorisations ministérielles.

Quelles sont les intentions du gouvernement croate en ce qui concerne la suppression de ces mesures?

Réponse:

En vertu de l'actuelle Loi sur les opérations de commerce extérieur, héritée de l'ex-Yougoslavie, une réglementation spéciale sur les contrats de production à long terme est toujours en vigueur; cela signifie que ces transactions doivent être notifiées au Ministère des affaires économiques dans un délai de 30 jours à compter de la signature du contrat par les deux parties (croate et étrangère).

Cette réglementation était motivée par la situation économique de l'ex-Yougoslavie, qui avait souvent des problèmes de balance des paiements et devait appliquer toutes sortes de restrictions de

change pour des raisons politiques et à cause des limites imposées aux investissements étrangers. Le gouvernement croate n'a pas l'intention de réglementer ces opérations et au contraire, comme cela ressort du projet de loi sur le commerce, de laisser les parties déterminer elles-mêmes les conditions de leur coopération.

La Banque centrale contrôle les opérations sur la base de rapports mensuels, principalement à des fins financières et statistiques. Si elle constate l'existence d'une créance importante sur le partenaire étranger, elle exigera son apurement dans un certain délai. Cette mesure permet d'agir sur la liquidité extérieure puisqu'elle permet de contrôler les crédits accordés à l'étranger par des entités économiques domiciliées en Croatie. Elle permet d'inciter les entreprises à rapatrier leurs devises en fonction des exportations réalisées et donc à accélérer le règlement des exportations de la Croatie en cas de déséquilibre de la balance des paiements. Elle n'est appliquée que lorsque la créance existe depuis plus d'un an et que son montant dépasse 50 pour cent du montant prévu par contrat. Ce mécanisme est régi par l'article 46 de l'actuelle Loi sur les principes du régime de change, des opérations sur devises et du commerce de l'or.

Les contrats de production à long terme sont des accords qui prévoient un échange régulier de produits, sans règlement monétaire des transactions entre les partenaires pendant trois ans au moins (minimum légal). L'échange doit porter sur des marchandises complémentaires, servant à fabriquer un produit fini qui est ensuite vendu sur le marché de l'un ou l'autre des partenaires, ou sur les deux, ou même sur un marché tiers. Ainsi, dans l'industrie automobile, le producteur d'un ou plusieurs éléments (batterie, câblage, etc.) livre ces éléments à un constructeur automobile puis réimporte le produit fini.

Les comptes sont tenus sous la forme d'une comptabilité courante, dans laquelle les partenaires doivent inscrire toutes les transactions et les attester au moyen de factures et des documents douaniers pertinents.

La Banque nationale surveille les opérations, principalement d'un point de vue financier et statistique, et si elle établit que la créance détenue sur le partenaire étranger est trop élevée, elle peut exiger que le partenaire croate régularise la situation dans un certain délai.

Cette forme de compensation, à laquelle les parties à des contrats de production à long terme avaient droit de recourir par le passé, est aujourd'hui le seul privilège accordé aux entreprises qui pratiquent ce genre d'opération. Les marchandises échangées dans le cadre de ces contrats de production ne sont pas traitées autrement que les autres marchandises importées ou exportées et ne bénéficient d'aucun avantage, en ce qui concerne les contingents, licences, etc.

A l'heure actuelle, 90 contrats de production à long terme sont en vigueur; la plupart des entreprises étrangères concernées sont établies en Allemagne, en Italie et dans la Fédération de Russie. Plus des deux tiers de ces contrats ont été signés avant l'indépendance.

Comme ces contrats sont assujettis au même régime que toutes les autres opérations de commerce extérieur, que tous les privilèges ont été progressivement supprimés (sauf la comptabilité courante) et que le régime des investissements étrangers a été entièrement libéralisé, cette forme de coopération suscite de moins en moins d'intérêt.

Question 125

L'investissement privé est-il assujetti à une quelconque restriction? Existe-t-il des secteurs dans lesquels l'investissement étranger est exclu?

Réponse:

Le nouveau régime des investissements étrangers, défini par la Loi sur les sociétés, est en vigueur depuis le 1er janvier 1995. On trouvera à l'Appendice 9 une version anglaise officielle de cette loi.

Cette loi a supprimé toutes les restrictions antérieures et libéralisé considérablement l'établissement d'entreprises; les investisseurs étrangers bénéficient intégralement du traitement national.

En vertu de la Loi sur les sociétés, sont considérées comme investisseurs étrangers les personnes morales ayant leur siège dans un pays étranger et les personnes physiques de nationalité étrangère (article 619 de la Loi sur les sociétés).

Sous condition de réciprocité, les investisseurs étrangers peuvent créer des entreprises en toute propriété ou en association avec d'autres partenaires étrangers ou nationaux; ils ont alors les mêmes droits et obligations, sont assujettis aux mêmes conditions et ont le même statut que les investisseurs nationaux (article 620).

La Loi sur les sociétés n'impose aux investisseurs étrangers aucune obligation particulière concernant par exemple le degré d'ouvraison en territoire croate, l'équilibre de la balance des paiements, les restrictions à l'importation, la vente sur le marché intérieur d'une certaine quantité de produits fabriqués par l'entreprise à capitaux étrangers ou toute autre mesure non conforme avec l'Accord sur les ADPIC.

La seule restriction prévue a pour objet de protéger les créanciers nationaux; elle dispose qu'une société de capitaux étrangère peut être considérée comme personnellement responsable des engagements d'une société croate dans laquelle elle a une participation dès lors qu'il existe au moins une autre personne physique ou morale croate considérée comme personnellement responsable de ces engagements (article 620 2)).

La loi n'exige aucune preuve de réciprocité car la réciprocité est présumée (article 620 1)).

Les dispositions applicables en matière de réciprocité, lors de l'établissement d'une succursale, peuvent clarifier cette question.

Lors de l'enregistrement d'une succursale, il y a présomption de réciprocité si le Registre du commerce n'exige pas que l'entité étrangère produise des preuves de réciprocité. En cas de doute, et à la demande du tribunal compétent, le Ministère de la justice détermine s'il y a bien réciprocité.

Par ailleurs, la Loi sur les sociétés dispose que, même si la réciprocité ne peut être prouvée, la succursale peut être enregistrée moyennant l'autorisation du Ministère des affaires économiques (article 613 5)).

Lorsque l'application de ces dispositions sera rodée, on peut s'attendre à ce que la réciprocité soit officialisée dans le cas de certains pays, ce qui permettra à leurs ressortissants de bénéficier des mêmes procédures que les investisseurs nationaux.

Le nouveau régime, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1995, a aboli une liste exhaustive de secteurs dans lesquels l'ancienne loi interdisait tout investissement étranger.

Il n'existe aucune restriction en ce qui concerne les secteurs dans lesquels il est autorisé d'investir, si ce n'est qu'une procédure spéciale est prévue pour les investissements dans l'armement et les

télécommunications, qui relèvent respectivement du Ministère de la défense et du Ministère des transports et communications.

Question 126

La fondation de filiales est subordonnée à des dispositions générales et spécifiques de la Loi sur la société et à une condition de réciprocité. Quel est le sens et la portée de la clause de réciprocité?

Réponse:

Pour décrire correctement le cadre juridique applicable aux entreprises étrangères, il faut tenir compte de la différence juridique entre succursale et filiale.

La question ci-dessus concerne des entités juridiques considérées comme succursales (branch, podružnica, Zweigniederlassung). En ce qui concerne les investissements étrangers sous forme d'entreprises établies par un investisseur étranger qui détient la totalité ou une partie de son capital, le terme approprié est filiale (subsidiary, Tochtergesellschaft; il n'existe pas de terme croate autre que filijala).

Une entreprise étrangère souhaitant s'établir en Croatie peut choisir librement entre la création d'une filiale ou celle d'une succursale.

La principale différence entre ces deux formes juridiques concerne les règles de responsabilité et de formation.

Une succursale est un établissement local d'une entreprise étrangère.

En conséquence, la succursale n'a pas d'existence juridique distincte de celle de sa société mère ni de capital social propre. Ces questions et tous les autres aspects des succursales sont régis par la Loi sur les sociétés et les mêmes dispositions s'appliquent indifféremment aux succursales d'entreprises nationales et étrangères (articles 7, 8, 613).

Une entreprise étrangère peut avoir des activités commerciales en Croatie en se contentant d'établir une succursale.

Au sens de la Loi sur les sociétés, la notion d'activité commerciale s'entend d'une activité menée de façon indépendante, pour son propre compte et à ses propres risques, de façon régulière et dans l'intention de réaliser un bénéfice par la production ou le commerce de biens ou de services.

Toute nouvelle succursale créée par une personne morale étrangère non résidente doit être inscrite au Registre du commerce.

Ces prescriptions applicables à la création d'une succursale ne limitent en rien la liberté contractuelle entre entités étrangères et nationales, ni la liberté du choix du for et du droit applicable.

Les obligations relatives à la réciprocité doivent être satisfaites lors de la procédure d'inscription au Registre du commerce compétent.

Le Registre du commerce peut refuser l'inscription si le fondateur de la succursale ne peut pas prouver que des sociétés croates, c'est-à-dire des nationaux, peuvent créer dans son pays une succursale aux mêmes conditions que celles offertes par la Croatie aux investisseurs étrangers (alinéas 3 et 4 de l'article 614 de la Loi sur les sociétés).

Ces dispositions de la Loi sur les sociétés doivent être comprises au conditionnel, car aucune preuve officielle de l'existence d'une telle réciprocité n'est exigée à l'avance.

Le même article dispose expressément que, si le tribunal compétent pour l'enregistrement ne demande pas au fondateur de fournir les preuves de réciprocité, la réciprocité est présumée démontrée.

En cas de doute, il appartient au Ministère de la justice de confirmer l'existence de la réciprocité, sur demande formulée par le tribunal.

En outre, la loi dispose que, même si la réciprocité ne peut être démontrée, une succursale peut être enregistrée sous réserve de l'approbation du Ministère de l'économie (article 613 5) de la Loi sur les sociétés).

Une fois précisées les modalités d'application des différentes dispositions, il est probable que l'existence de la réciprocité sera officialisée en ce qui concerne certains pays et que les entreprises de ces pays bénéficieront intégralement du traitement national.

Question 127

Veillez décrire les dispositions de l'actuelle Loi sur les investissements étrangers, ou de la Loi sur les sociétés qui est appelée à la remplacer, qui sont incompatibles avec l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les ADPIC ou l'article III du GATT. Veillez indiquer également ce que la Croatie a l'intention de faire pour remédier à ces incompatibilités.

Veillez fournir davantage d'informations sur les modalités d'application de la réciprocité décrites dans cette section. On ne voit pas très clairement quels sont les droits "réciproques" que le Ministère de la justice reconnaît. Comment l'investisseur étranger peut-il "prouver l'existence de la réciprocité" dans le processus d'enregistrement?

Veillez expliquer pourquoi les investisseurs étrangers ne sont pas autorisés à créer une entreprise à capitaux entièrement étrangers dans les secteurs de l'armement, du transport ferroviaire ou aérien, des communications et des télécommunications, de l'assurance, de l'édition et de la presse.

Dans quelle mesure la Croatie est-elle disposée à libéraliser l'investissement étranger dans ces secteurs dans le cadre de son accession au GATT et à l'OMC?

La Croatie est-elle disposée à offrir aux membres du GATT/OMC une pleine réciprocité en matière d'investissement intérieur, y compris dans le secteur bancaire?

Réponse:

Le nouveau régime des investissements étrangers, défini par la Loi sur les sociétés, est entré en vigueur le 1er janvier 1995 (voir Appendice 9). Ce régime a supprimé toutes les restrictions qui existaient auparavant et accorde aux investisseurs étrangers une liberté considérable ou le traitement national sans aucune restriction.

Aux termes de la Loi sur les sociétés, sont considérées comme investisseurs étrangers les personnes morales ayant leur siège en dehors de la République de Croatie et les personnes physiques de nationalité étrangère (article 619 de la Loi sur les sociétés).

Sous réserve de réciprocité, un investisseur étranger qui crée une entreprise en Croatie, en pleine propriété ou en copropriété avec d'autres partenaires étrangers ou croates, ou qui acquiert une

société croate, a les mêmes droits et obligations, est soumis aux mêmes conditions et a le même statut qu'un investisseur national (article 620).

La Loi sur les sociétés n'impose aux investisseurs étrangers aucune prescription de résultat telle que teneur en produits d'origine nationale, équilibrage des échanges, plafonnement des importations, obligation de vente sur le marché intérieur ou autres mesures incompatibles avec l'Accord sur les ADPIC.

La seule disposition spéciale visant les investisseurs étrangers est la suivante: les entreprises étrangères ayant un statut juridique qui limite la responsabilité des associés (sociétés à responsabilité limitée ou sociétés anonymes) peuvent être considérées comme associés à responsabilité illimitée dans une entreprise de droit croate à responsabilité illimitée, si au moins l'un des associés croates de cette entreprise est une société anonyme ou une personne ayant une responsabilité illimitée envers les créanciers (article 620 2) de la Loi sur les sociétés).

Aucune preuve officielle de réciprocité n'est exigée. Les dispositions en matière de réciprocité applicables à la création de succursales peuvent aider à préciser ce point.

Dans la procédure d'enregistrement d'une succursale, on présume qu'il y a réciprocité dès lors que le tribunal du commerce n'exige pas que la partie étrangère fournisse des preuves de l'existence de cette réciprocité. En cas de doute, il appartient au Ministère de la justice de confirmer l'existence de la réciprocité, sur demande du tribunal du commerce.

En outre, la Loi dispose que même si la réciprocité ne peut être prouvée, il est possible d'enregistrer une succursale sous réserve de l'approbation du Ministère de l'économie (article 613 5)).

Une fois précisées les modalités d'application de ces dispositions, il est probable que la réciprocité sera officiellement reconnue dans le cas de certains pays et que leurs investisseurs bénéficieront intégralement du traitement national.

Les seules restrictions sectorielles concernent l'armement et les télécommunications, les investissements dans ces secteurs faisant l'objet d'une procédure spéciale qui est de la compétence du Ministère de la défense et du Ministère des transports et télécommunications respectivement.

La Croatie est disposée à offrir aux Membres de l'OMC la réciprocité en matière d'investissement dans tous les secteurs, y compris le secteur bancaire.

En ce qui concerne les investissements étrangers dans les secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications aux niveaux central et local, les investisseurs étrangers peuvent participer au capital d'un concessionnaire jusqu'à un plafond de 25 pour cent. Pour les réseaux publics de télécommunication mobile et de télévision par câble et pour la production de programmes destinés à la télévision par câble, les investissements étrangers ne sont assujettis à aucune restriction quantitative.

Actuellement, les investissements étrangers dans les entreprises ou autres entités produisant des armes et autres équipements militaires ne sont pas autorisés; toutefois, ces investissements font l'objet d'une procédure spéciale qui relève du Ministère de la défense.

Il n'existe aucune restriction concernant les investissements étrangers dans les secteurs du transport ferroviaire et aérien ni dans le secteur des assurances.

La Loi sur l'investissement étranger a été abolie le 1er janvier 1995, date de l'entrée en vigueur de la Loi sur les sociétés (Journal officiel n° 111/93).

Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, l'investissement étranger n'est plus considéré comme une exception, puisque la nouvelle loi traite de la même manière les investisseurs étrangers et nationaux.

La Loi sur les sociétés ne contient que deux articles régissant l'investissement étranger. L'article 619 définit ce qu'il faut entendre par investisseur étranger et l'article 620 dispose que les investisseurs étrangers et nationaux sont traités sur un pied d'égalité. Pour plus de précisions, voir Appendice 9.

L'égalité de traitement des investisseurs étrangers est subordonnée à l'existence de la réciprocité, mais celle-ci est en principe présumée.

En ce qui concerne le secteur bancaire, il importe de signaler que toutes les banques établies en Croatie sont traitées de la même façon, qu'elles aient été fondées par des investisseurs nationaux ou étrangers.

En vertu de la Loi relative aux banques et aux institutions d'épargne (Journal officiel n° 94/93), un investisseur étranger peut créer une banque, des succursales et des bureaux de représentation en Croatie. Toutefois, la loi dispose que l'investisseur étranger doit fournir des preuves d'une réciprocité. Il y a réciprocité si le régime appliqué par l'Etat étranger autorise des investisseurs de la République de Croatie à créer une banque, des succursales ou des bureaux de représentation dans le pays étranger.

Comme dans les autres anciens pays socialistes, le secteur financier de la République de Croatie est sous-développé. Il est principalement constitué de banques commerciales et les institutions financières non bancaires n'ont qu'un rôle insignifiant. Il existe bien un marché monétaire et une bourse à Zagreb, mais elle ne traite qu'un petit volume d'actions d'entreprises croates.

Il existe en Croatie 51 banques qui sont soit des sociétés anonymes soit des sociétés à responsabilité limitée. En vertu de la Loi sur les banques (Journal officiel n° 94/93), une banque peut être créée par des personnes morales ou physiques croates ou étrangères, à condition que l'obligation de réciprocité soit respectée, ce qui doit être attesté par le Ministère de la justice. Le capital initial doit être de 5 millions de DM au minimum.

Une banque étrangère peut ouvrir une succursale avec un capital minimum de 2,5 millions de DM, mais celle-ci ne peut avoir la personnalité juridique. Elle doit employer au moins deux personnes, chargées de la conduite des opérations commerciales et de l'administration de la succursale.

Pour ouvrir une institution d'épargne, le capital minimum est de 1 million de DM. Pour une banque agréée pour toutes les formes d'opérations, y compris les opérations de change, le capital minimum est de 15 millions de DM.

Sous réserve de la clause de réciprocité, une banque étrangère peut ouvrir un bureau de représentation; les conditions régissant l'ouverture et le fonctionnement des bureaux de représentation de banques étrangères sont définies par la Banque nationale.

Il existe actuellement en Croatie une banque étrangère et plusieurs bureaux de représentation de banques étrangères.

IV.6 Marchés publics

Question 128

La Croatie indique dans cette section qu'elle est en train d'étudier le Code des marchés publics du GATT. A-t-elle l'intention de le signer? Dans l'affirmative, quels sont les types de marchés publics auxquels elle appliquera le Code? Veuillez décrire en détail les caractéristiques des marchés publics croates en ce qui concerne la transparence et la concurrence.

Réponse:

La République de Croatie a adopté le 28 février 1995 un Décret sur les marchés publics de biens, de services et de travaux (Journal officiel n° 13, 28 février 1995), qui régit ces questions.

Pour rédiger ce décret, elle s'est inspirée des modèles fournis par la CNUDCI, le Code des marchés publics, la Banque mondiale, etc., afin de s'aligner autant que possible sur les procédures internationalement acceptées en matière de marchés publics.

Un projet de loi sur les marchés publics de biens, de services et de travaux a été élaboré en collaboration avec des consultants internationaux (CNUDCI et Banque mondiale) et nationaux et il devrait être soumis au gouvernement et à d'autres organismes publics pour examen. La loi devrait être adoptée à la fin de 1995.

Le projet de loi sera établi dans le même esprit que le décret, reprenant les principes de l'Accord sur les marchés publics, et s'appliquera à tous les marchés publics de biens, de travaux et de services, sauf lorsque ces marchés concernent l'intérêt stratégique du pays, la défense nationale, ou sont passés en vertu de crédits ou de prêts internationaux assortis de diverses conditions ou de dons.

La procédure de passation des marchés est fondée sur les principes de la transparence et de la publicité, ce qui signifie qu'après publication d'un appel d'offres, tout fournisseur peut soumissionner, quelle que soit sa nationalité, et que les conditions appliquées sont les mêmes pour tous; tous les fournisseurs bénéficient de garanties juridiques et économiques et d'un traitement juste et équitable.

L'accession à l'Accord sur les marchés publics dépendra des résultats de l'application du Décret et de la future loi.

Pour plus de précisions sur ce décret, voir Appendice 27.

IV.6 a) Marchés publics

Question 129

Veuillez préciser dans quelle mesure l'Office gouvernemental des réserves de produits de base a un monopole sur les achats de produits de base sur le marché intérieur et sur le commerce international de ces produits.

La Croatie a-t-elle l'intention de libéraliser le système des réserves des produits de base dans le cadre de son effort global de privatisation?

Réponse:

Comme cette question semble tenir pour acquis que le système de réserves de produits de base a un caractère monopolistique et ne met l'accent que sur le degré de son pouvoir monopolistique, nous tenons à souligner les points suivants:

La constitution de réserves de produits de base ne vise en aucune manière à instaurer un monopole.

L'objectif de ces réserves est défini à l'article 19 de la Loi sur les réserves gouvernementales de produits de base, de la façon suivante:

19/1: Les réserves de produits de base sont employées aux fins suivantes:

- i) répondre aux besoins du pays en temps de guerre ou en cas de menace directe sur l'indépendance et l'unité nationale, ainsi qu'en période de catastrophe naturelle;
- ii) intervenir sur le marché pour assurer sa stabilité en cas de désorganisation ou pour éviter une désorganisation majeure du marché.

19/2: Le gouvernement détermine l'utilisation des réserves de produits de base en se fondant sur le paragraphe 1 du présent article.

On peut donc conclure qu'il n'est tout simplement pas question de pouvoir monopolistique puisque l'article 19 de la Loi définit clairement les fonctions de l'Office gouvernemental des réserves des produits de base en tant qu'organisme administratif indépendant. Il convient de souligner que cet office n'est pas autorisé à faire des opérations de commerce extérieur.

Les indications ci-dessus devraient dissiper toute ambiguïté, même si la façon dont la question est formulée pourrait laisser entendre que cet office, en qualité d'entreprise publique appartenant à l'Etat, pourrait avoir des ambitions monopolistiques. Cette hypothèse doit être exclue pour les raisons juridiques et de principe exposées ci-dessus.

Il est donc clair qu'il faut exclure la possibilité d'une privatisation des réserves gouvernementales de produits de base, même si cela ne doit pas exclure un réexamen de leur rôle dans le cadre de l'élaboration du nouveau plan à moyen terme (il est envisagé de réduire quelque peu le nombre de produits concernés ainsi que les volumes, mais la décision définitive dépendra de l'évolution de la situation politique globale).

Question 130

L'UE souhaiterait avoir la liste des entreprises publiques et organismes d'Etat évoqués dans cette section et qui sont tenus de publier des appels d'offres dans la presse quotidienne. Quelles sont au juste les publications visées par l'expression "presse quotidienne"? A quel échelon administratif (central, régional ou local) correspondent les organismes d'Etat? A quel type de marché (produits, travaux ou services) s'appliquera ce régime d'appel d'offres public? Existe-t-il des seuils pour l'application de cette procédure? Serait-il possible d'avoir des statistiques sur le montant des marchés passés par appel d'offres, ventilées par catégories de biens, de travaux et de services et par échelon administratif (central, régional, local)?

La participation de fournisseurs étrangers aux appels d'offres mentionnés plus haut fait-elle l'objet d'une quelconque discrimination? Les étrangers peuvent-ils soumissionner et leurs soumissions

seront-elles traitées de la même façon que celles de fournisseurs nationaux? Existe-t-il des secteurs dans lesquels les marchés sont passés de gré à gré ou qui font l'objet de préférence, de réserves ou de restrictions en faveur des fournisseurs nationaux?

En ce qui concerne la "Loi spéciale sur les marchés publics", qui semble être en préparation, le gouvernement croate pourrait-il déjà donner d'autres précisions? Serait-il disposé à inviter le Comité des marchés publics du GATT/OMC à commenter le texte de ce projet dès le début de son élaboration?

Réponse:

L'article 1 du Décret sur les marchés publics de biens, de services et de travaux contient une liste, qui fait partie intégrante du Décret, et qui indique expressément quelles sont les entités tenues de se conformer aux dispositions dudit décret.

L'expression "presse quotidienne" désigne les journaux quotidiens dans lesquels sont habituellement publiés des appels d'offres et qui ont une large diffusion et sont lus dans tout le pays (Vjesnik, Večernji list, Slobodna Dalmacija, etc.) ainsi que des journaux internationaux (comme le Financial Times) et autres journaux spécialisés ayant une large diffusion internationale (presse financière ou technique) ou des publications d'organisations internationales. En outre, la loi prévoit la possibilité d'une publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Le Décret et le projet de loi s'appliquent à tous les échelons administratifs (central, régional, local), ainsi qu'à tous les types d'investissements et de dépenses faisant l'objet de marchés publics.

Le montant minimum des marchés est de 200 000 HRK.

On ne dispose pas encore de statistiques, puisque le Décret n'est en vigueur que depuis le 28 février 1995; en outre, aucun organisme n'a été créé pour surveiller ces données.

En vertu de l'article 5 du Décret, tout fournisseur a le droit de soumissionner un appel d'offres public, quelle que soit sa nationalité, et a droit à des conditions égales et à un traitement juste et équitable.

La loi prévoit la possibilité d'accorder une préférence nationale et, au cas où celle-ci est appliquée, les appels d'offres publiés dans la presse doivent l'indiquer; les dispositions internationales régissant cette question prévoient aussi cette possibilité. Conformément au Décret, les marchés publics ne sont pas ouverts lorsque l'intérêt stratégique du pays ou la défense nationale sont en jeu.

Il n'existe pas d'autre restriction favorisant les fournisseurs nationaux.

Les autorités sont en train de préparer, en coopération avec des consultants internationaux (CNUDCI et BIRD), un projet de loi qui remplacera le Décret. Le Comité des marchés publics de l'OMC est le bienvenu s'il souhaite examiner et commenter le texte du Décret, dont on trouvera une version anglaise officieuse à l'Appendice 27.

IV.6 b) Stocks publics de produits de base

Question 131

Quelles sont les mesures que l'Office gouvernemental des réserves de produits de base peut prendre pour assurer la stabilité du marché en cas de hausse ou de baisse des prix? Comment élimine-t-il les excédents?

Réponse:

L'Office gouvernemental des réserves de produits de base relève directement du gouvernement. Il n'est donc pas censé prendre de décisions commerciales indépendantes, mais agir dans le cadre des paramètres définis par la politique gouvernementale, en utilisant les mécanismes d'intervention prévus par la loi, c'est-à-dire l'achat obligatoire des excédents de produits agricoles et alimentaires dont le prix est garanti (blé, canne à sucre, oléagineux et animaux d'élevage).

Question 132

Veuillez préciser quels sont les produits alimentaires qui peuvent faire l'objet d'interventions de l'Office gouvernemental des réserves de produits de base.

Réponse:

Le gouvernement croate et l'Office gouvernemental des réserves de produits de base gèrent les stocks publics qui comportent des produits agricoles et alimentaires. Ils interviennent sur le marché de ces produits en cas de guerre ou autres situations d'urgence ou en cas de grave perturbation du marché.

Un des mécanismes d'intervention consiste à acheter des produits agricoles de base à un prix minimum si, en raison des circonstances, le prix du marché est inférieur au prix garanti. Il existe des prix garantis pour les fèves de soja, les graines de tournesol, le colza, la canne à sucre, le blé et le tabac brut. L'Office n'intervient qu'à titre exceptionnel (ses achats représentent environ 5 à 10 pour cent du total).

IV.7 Entreprises de commerce d'Etat

Question 133

Les entreprises de commerce d'Etat opéreront-elles de façon compatible avec l'article XVII du GATT?

Réponse:

Toutes les entreprises d'Etat et entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation opèrent et continueront d'opérer conformément à l'article XVII du GATT. Quelle que soit la nature de leur actionnariat (public ou privé), toutes les entreprises croates sont assujetties au même régime, défini par la Loi sur les sociétés et divers règlements.

Question 134

Veuillez indiquer où en est la réflexion concernant la création d'une Agence gouvernementale de crédit commercial et fournir les éventuels projets de loi.

Réponse:

La Croatie est en train d'examiner la possibilité de modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation contre les risques non commerciaux afin de permettre la couverture d'un certain nombre de risques commerciaux ainsi que l'octroi d'aides financières et d'avances aux exportateurs.

Comme l'Agence croate de crédits commerciaux n'est pas encore opérationnelle, cette proposition est toujours à l'examen. Dès que le projet ou les modifications auront été adoptées, nous vous en communiquerons un exemplaire.

L'Agence croate de garantie des crédits à l'exportation devrait commencer à fonctionner au début de 1996 et le processus d'adoption du projet de loi élargissant son champ d'activités conformément aux indications ci-dessus sera terminé courant 1996.

Question 135

Veillez fournir des précisions sur l'avancement de la privatisation dans le secteur agricole.

Comment les anciennes exploitations agricoles du secteur socialisé sont-elles actuellement organisées et administrées?

La Croatie a-t-elle l'intention de privatiser toute la filière agro-alimentaire?

Réponse:

Les anciennes fermes du secteur socialisé ont été transformées en sociétés anonymes ou sociétés à responsabilité limitée. Leur gestion est confiée à un Conseil d'administration.

La Croatie a l'intention de privatiser toutes les entreprises de commerce de gros et de transformation des produits alimentaires.

Le processus de privatisation a été lancé par la Loi sur la transformation des entreprises du secteur socialisé qui est entrée en vigueur en avril 1991. En vertu de cette loi, toutes les entreprises du secteur socialisé, sauf celles qui sont exemptées de l'application de la loi, pouvaient déposer, jusqu'au 30 juin 1992, une demande de "transformation autonome", ce qui signifie qu'elles avaient la possibilité de choisir leurs propres modalités de transformation et de devenir des sociétés anonymes ou sociétés à responsabilité limitée.

Les entreprises qui n'avaient pas déposé de demande de transformation autonome à cette date et qui n'ont pas bénéficié d'une prorogation ont été regroupées dans un Fonds national de privatisation.

La Loi sur la transformation et la privatisation des entreprises du secteur socialisé s'appliquait également à la privatisation des entreprises agricoles.

Il convient d'ajouter à ces entreprises quelque 180 exploitations de type coopératif. Celles-ci fonctionnaient à peu près de la même façon que les entreprises du secteur socialisé, la participation des producteurs à la gestion étant négligeable.

Si, dans le secteur agricole, un petit nombre d'entreprises n'ont pas achevé leur transformation en raison de circonstances extérieures, les entreprises de commerce et de transformation ont été entièrement privatisées.

Certaines entreprises ont été privatisées en l'état, sous forme de sociétés anonymes, alors que d'autres ont été subdivisées en un certain nombre de sociétés anonymes ou de sociétés à responsabilité limitée, ou se sont transformées en sociétés de participation.

Les coopératives agricoles n'ont pas encore été privatisées et cela sera fait dès que la Loi sur les coopératives agricoles, qui est en préparation et sera inspirée des principes positifs des coopératives agricoles d'Europe occidentale, aura été adoptée.

Question 136

Veillez décrire de façon assez détaillée la privatisation des anciennes organisations de commerce agricole de la Croatie. Quelles sont, parmi elles, celles qui dominent encore le commerce de produits agricoles importants?

Réponse:

Les anciennes organisations de commerce agricole ont été entièrement privatisées. Les parts détenues par les fonds sont vendues en bourse et peuvent être achetées par tout investisseur intéressé, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale. La plupart de ces entreprises ont été vendues et sont entièrement privatisées et, en conséquence, sont assujetties à la nouvelle Loi sur les sociétés.

Aujourd'hui aucune de ces organisations ne domine le commerce des principaux produits agricoles.

Question 137

Veillez fournir une version anglaise de la Loi sur la transformation des entreprises du secteur socialisé, ainsi que des précisions sur le Fonds national de privatisation, notamment en ce qui concerne son coût budgétaire annuel depuis sa création.

Veillez préciser où en est la privatisation des banques, compagnies d'assurance, coopératives, ports de commerce et de plaisance, hôpitaux et écoles, ainsi que les perspectives pour cette année.

Réponse:

On trouvera à l'Appendice 3 une version anglaise de la Loi sur la transformation des entreprises du secteur socialisé. Il importe de noter que cette loi, en vigueur depuis avril 1991, n'aura bientôt plus de raison d'être puisque la majorité des entreprises du secteur socialisé ont été transformées. On trouvera aux Appendices 4 à 7 le texte de la Loi sur le Fonds national de privatisation, le rapport sur la privatisation pour 1994 et les états financiers annuels du Fonds pour les années 1993 et 1994.

Les principaux objectifs de la privatisation étaient de déterminer à qui appartiennent les entreprises et de transformer la propriété socialisée en propriété privée, l'Etat ne conservant, temporairement, que les participations que personne ne voulait acheter.

Comme l'Etat est devenu temporairement un actionnaire minoritaire ou majoritaire des entreprises assujetties au processus de transformation, le gouvernement a créé un ministère de la privatisation et de l'administration des biens publics chargé de trouver de nouvelles méthodes pour achever la privatisation de ces participations. En outre, il a rédigé un projet de loi sur la privatisation qui sera soumis au Parlement cette année. Cette loi réglera de façon plus efficace le problème de la poursuite de la privatisation des participations de l'Etat dans les entreprises croates. On en trouvera une version anglaise officielle à l'Appendice 5.

Dans les secteurs de l'économie croate mentionnés dans la question qui ne sont pas visés par l'actuelle Loi sur la transformation des entreprises du secteur socialisé ou la future loi sur la privatisation, le processus de privatisation a déjà été commencé, en vertu de lois et programmes spécifiques pour chaque secteur, selon les modalités adaptées à la situation.

Question 138

On peut lire dans l'Aide-mémoire que "l'actuelle Loi sur la privatisation ne concerne pas les entreprises publiques, banques, compagnies d'assurance, sociétés coopératives, ports de commerce ou de plaisance, hôpitaux et écoles. Des dispositions spéciales seront prises pour ces entités" (page 13).

Que faut-il entendre par "entreprise publique"? La Croatie pourrait-elle fournir une liste de ces entreprises?

Où en est la privatisation de ces "entreprises publiques"?

Les "dispositions spéciales" ont-elles déjà été prises? Quelles en sont les principales caractéristiques?

Réponse:

La notion d'entreprise publique n'est pas expressément définie, si ce n'est par le fait qu'il s'agit d'entreprises ayant des activités d'intérêt public et qui n'ont pas été traitées de la même façon que les autres entreprises d'Etat privatisées dans le cadre de la Loi sur la transformation des entreprises du secteur socialisé. Comme la majorité de ces entreprises publiques avaient des fonctions importantes pour l'ensemble de l'économie croate, l'Etat a été obligé d'en prendre la responsabilité pour assurer le bon fonctionnement des autres entreprises et permettre à la population de mener une vie normale.

Quatre entreprises - HEP, INA, Croatie Osiguranje et Astra International - ont été transformées en sociétés anonymes à capitaux publics. Les autres entreprises figurant dans la liste ci-jointe ont le statut d'entreprises publiques.

Afin de montrer quelles sont les différences entre les "dispositions spéciales" applicables aux entreprises publiques et le statut des sociétés anonymes à capitaux publics, nous joignons un exemplaire du programme de restructuration des chemins de fer, comportant la nouvelle Loi sur les chemins de fer, les nouveaux Statuts des chemins de fer et la Loi sur la production d'électricité, avec un commentaire, ainsi que le programme de restructuration.

(Voir Appendices 3 à 7, 23, 24 et 25.)

Question 139

Dans quels délais la Croatie pense-t-elle achever la privatisation des entreprises de commerce d'Etat?

Veuillez indiquer quelles sont les entreprises dans lesquelles l'Etat croate détient toujours une participation et quelles sont les perspectives de privatisation de ces participations durant l'année 1995.

Réponse:

Comme nous l'avons indiqué dans l'Aide-mémoire, les organismes commerciaux qui appartiennent actuellement à l'Etat n'ont pas été créés par la République de Croatie mais leur capital a été transféré à l'Etat durant le processus de transition. L'Etat possède une entreprise qui pourrait être considérée comme entreprise de commerce, à savoir la société Astra International d.d., qui est une société anonyme. Toutes les autres entités commerciales, même si elles peuvent être considérées comme des entreprises publiques en raison du fait que l'Etat est actionnaire, ne sauraient être considérées comme des entreprises de commerce d'Etat au sens du GATT car elles opèrent dans les mêmes conditions et sont soumises au même régime que les entreprises privées.

La société Astra International d.d. est actuellement une société anonyme appartenant à l'Etat, mais elle devrait être très bientôt transférée au Fonds national de privatisation qui sera chargé de la vendre.

On trouvera à l'Appendice 23 la liste des entreprises publiques qui seront privatisées en vertu de dispositions juridiques et de programmes de privatisation spéciaux et à l'Appendice 6 la liste des entreprises dans lesquelles le Fonds national de privatisation détient une participation majoritaire ou minoritaire.

Le Fonds est tenu de vendre ces participations et le processus de privatisation devrait s'accélérer dès que les nouvelles dispositions légales auront été adoptées.

IV.8 Zones franches

Question 140

Cette section décrit les modalités de création d'une zone franche. Existe-t-il actuellement des zones franches en Croatie? Dans l'affirmative, quel est leur chiffre d'affaires annuel et quel pourcentage du commerce extérieur ce chiffre représente-t-il?

Réponse:

Il existe actuellement huit zones franches actives. Les marchandises importées ou exportées ne sont assujetties à aucun droit de douane ou autres droits, sauf la redevance de 1 pour cent pour les formalités douanières. De même, les produits alimentaires et agricoles importés ne sont pas assujettis aux prélèvements spéciaux à l'importation, à condition qu'ils soient destinés à être transformés, utilisés ou consommés dans la zone.

Lorsque les produits quittent la zone pour entrer sur le marché intérieur, les droits de douane et autres redevances sont perçus sur les matières premières et autres entrants importés dans la zone pour les produire.

Vu la situation actuelle du pays et le fait que le seul traitement préférentiel accordé dans les zones franches est celui indiqué ci-dessus, à quoi il faut ajouter que les possibilités de production à l'intérieur des zones franches n'ont pas encore suscité beaucoup d'intérêt, il est probable que le chiffre d'affaires annuel de ces zones n'a pas encore atteint un volume notable.

IV.9 Subventions

Question 141

L'UE a relevé avec intérêt que la Croatie a l'intention d'utiliser un certain nombre de programmes de subventions intérieures pour accompagner sa politique industrielle. Les autorités croates pourraient-elles dès maintenant fournir des précisions sur ces programmes et leur budget, et indiquer quels sont ceux qui seront notifiés au titre de l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions et mesures compensatoires.

Réponse:

L' Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République de Croatie ne mentionne aucun programme de subventions intérieures visant à appuyer la politique industrielle croate. Si la Croatie avait l'intention de recourir à de telles mesures, elle en informerait certainement les membres, conformément aux règles de l'OMC.

La Croatie n'a pas de politique industrielle particulière privilégiant tel ou tel secteur économique stratégique. Les activités de l'Etat, dans le cadre de la stratégie de développement économique de la Croatie, qui est un petit pays ouvert et en transition, visent à édifier l'appareil juridique et institutionnel indispensable pour le fonctionnement normal d'une économie de marché dans laquelle la propriété privée prédomine, à mettre en place des conditions macroéconomiques favorables, en respectant les équilibres internes et externes, et à élaborer les mécanismes d'ajustement structurel dans le secteur financier et dans l'économie réelle.

A cet effet, la Croatie a adopté des lois compatibles avec les normes internationales (Loi sur les sociétés, Loi sur les banques) afin d'ouvrir tous les secteurs de l'économie à la libre activité des entrepreneurs privés.

Avec le libre accès au marché, le traitement national des investisseurs étrangers et la libéralisation du régime de commerce extérieur et du régime de change, les conditions nécessaires au développement de la concurrence sur le marché intérieur sont réunies.

Dans cet environnement libéral, le secteur privé s'est rapidement développé ces dernières années, de même que l'offre de services aux entreprises, qui constituent un aspect important de l'infrastructure nécessaire pour le bon fonctionnement d'une économie de marché.

On attache une importance particulière au développement des petites et moyennes entreprises et, à cet effet, les autorités ont créé une Agence nationale de garanties afin de faciliter l'octroi de prêts bancaires aux PME. En outre, des mécanismes spéciaux ont été créés dans le cadre des banques commerciales et de la Banque croate de crédit pour la reconstruction (HKBO) afin d'utiliser les capitaux fournis par des institutions internationales ou étrangères de financement pour accorder des crédits aux PME.

L'Agence d'assurance des exportations contre les risques non commerciaux a été créée dans le but de stimuler les exportations.

Pour encourager le progrès technique, les autorités facilitent la création de parcs technologiques et le transfert de technologie depuis l'étranger. La coopération internationale en matière de recherche scientifique se développe (participation aux programmes COST et EUREKA de l'UE). La réglementation des activités de recherche scientifique et d'enseignement supérieur autorise le secteur privé et les investisseurs étrangers à participer à ces activités.

Le Parlement est en train d'élaborer une législation du travail qui assouplira le marché du travail en libéralisant les contrats à durée déterminée, en améliorant la formation des salariés et en allégeant les procédures de licenciement.

En outre, l'Etat offre, par l'intermédiaire de l'Agence de l'emploi, des subventions pour encourager les employeurs à recruter et pour développer les activités indépendantes.

Le régime libéral appliqué aux investissements étrangers et l'amélioration des procédures applicables en cas de cessation de paiement permettront une plus grande mobilité et une allocation plus efficiente des capitaux. Le redressement du secteur bancaire, la privatisation des entreprises et l'édification du dispositif juridique et institutionnel nécessaire pour le développement du marché des capitaux (Loi sur les titres, Loi sur les fonds d'investissement, création d'une bourse) y contribueront également.

Les pouvoirs publics s'emploient à restructurer les infrastructures publiques, la construction navale et la métallurgie, notamment dans le cas des industries polluantes situées sur la côte Adriatique. A cet effet, ils emploient différentes mesures, telles que subventions, garanties de prêts bancaires, garanties d'exécution des travaux, financement des études préparatoires en vue de la restructuration, financement du coût de la fermeture des usines et protection sociale des salariés licenciés.

Question 142

La Croatie subventionne-t-elle sa construction navale? Dans l'affirmative, quelles sont les formes de subvention utilisées?

Réponse:

La construction navale est une activité importante en Croatie. L'Etat détient des participations majoritaires (par l'intermédiaire de fonds) dans cinq grands chantiers navals. Une étude sur la situation et les perspectives de la construction navale croate a été entreprise et elle aidera le gouvernement à déterminer la structure et l'organisation futures de ces cinq chantiers navals.

Comme l'objectif ultime est de privatiser les chantiers navals et que leur restructuration prendra un certain temps, le gouvernement leur a alloué un crédit de 70 millions de dollars EU sur une période de deux ans (1995 et 1996), afin de financer l'achèvement de dix navires destinés à la Russie. Ces crédits seront remboursés lors de la livraison des navires, c'est-à-dire lorsque le client aura soldé le prix d'achat.

A ce jour, le gouvernement n'a accordé aucune autre "subvention" à la construction navale.

Question 143

La Croatie a-t-elle l'intention d'accéder au Code du GATT sur les subventions et mesures compensatoires?

Réponse:

La République de Croatie ayant posé sa candidature pour devenir membre de plein droit de l'OMC le 22 juillet 1994, il ne fait pas de doute qu'elle ratifiera cet accord puisque cela est indissociable de l'adhésion à l'OMC.

V. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

Question 144

Veillez indiquer quel est le traitement préférentiel accordé aux différents partenaires dans le cadre des accords de coopération économique et commerciale déjà ratifiés.

Veillez donner des précisions sur tout accord de commerce compensé avec d'anciens membres du CAEM auquel la Croatie serait partie.

Réponse:

On trouvera ci-après un bref aperçu de la teneur des accords bilatéraux de coopération économique et commerciale.

La République de Croatie est favorable à la conclusion d'accords de coopération économique et commerciale et conclut de tels accords avec d'autres pays dans le but d'établir un large éventail de relations économiques et commerciales mutuellement utiles, sur une base durable et stable et sur un pied d'égalité.

A ce jour, la Croatie a conclu un certain nombre d'accords bilatéraux de coopération économique et commerciale, dont l'objet n'est pas d'introduire une discrimination à l'égard des pays tiers, mais de renforcer les relations bilatérales sur la base des principes de l'égalité, du respect mutuel, de l'intérêt commun et de la volonté d'encourager réciproquement les organismes compétents à accélérer la délivrance des licences d'importation et d'exportation qui sont nécessaires pour l'application de ces accords.

Les accords de coopération économique et commerciale sont conformes aux dispositions du GATT et de l'OMC, qui requièrent que les parties contractantes s'accordent mutuellement le traitement NPF.

La République de Croatie encourage non seulement la conclusion d'accords de coopération économique et commerciale, mais aussi la conclusion de contrats visant à stimuler et à protéger réciproquement les investissements, afin d'élargir la coopération économique bilatérale et d'offrir des conditions favorables aux investissements réciproques entre les parties contractantes.

Elle a conclu ou est en train de ratifier un certain nombre d'accords dans le cadre desquels les parties contractantes mettent l'accent sur les aspects suivants:

- incitation à l'investissement;
- définition des conditions et modalités d'investissement;
- rapatriement des bénéfices;
- transfert de droit subrogation.

Les accords relatifs aux incitations à l'investissement et à la protection des investissements permettent de garantir l'impartialité et l'équité dans le processus d'investissement et respectent le principe du traitement NPF. En cas de violation des obligations contractuelles, différentes procédures d'arbitrage sont à la disposition des investisseurs:

- procédure d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm;
- CNUDCI;
- Chambre de commerce internationale à Paris;
- Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Liste des accords économiques et commerciaux bilatéraux:

1. Accord de coopération économique et commercial

1.1 La République de Croatie a ratifié des accords avec les pays suivants:

Albanie
Argentine
Autriche
Bulgarie
Chine
Egypte
Emirats arabes unis
Fédération de Russie
Hongrie
Iran (République islamique d')
Pologne
République de Macédoine
Roumanie
Slovaquie
Soudan
Slovénie
Ukraine
Yémen

1.2 La République de Croatie a signé des accords avec les pays suivants:

Argentine
Bosnie-Herzégovine
Grèce
Inde
Malaisie
République de Corée

1.3 La République de Croatie a commencé à négocier des accords avec les pays suivants:

Afrique du Sud
Arabie saoudite
Espagne
Finlande
Indonésie
Koweït
Malte
Norvège
Oman
Philippines
Portugal
République tchèque
Suède
Tadjikistan
Thaïlande
Tunisie
Turquie (paraphé)
Viet Nam

2. Accord d'encouragement et de protection des investissements réciproques:

2.1 La République de Croatie a ratifié des accords avec les pays suivants:

Albanie
Chine
Etats-Unis d'Amérique (OPIC)

2.2 La République de Croatie a signé des accords avec les pays suivants:

Argentine
Chili
Malaisie
Pologne
Portugal
République de Macédoine
Roumanie

2.3 La République de Croatie a commencé à négocier des accords avec les pays suivants:

Allemagne
Arabie saoudite
Autriche
Australie
Brésil
Danemark
Egypte
Emirats arabes unis
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Finlande

France
Grèce (paraphé)
Hongrie
Inde
Indonésie
Italie
Koweït
Norvège
République tchèque (paraphé)
Slovaquie (paraphé)
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie (paraphé)

La République de Corée n'a conclu aucun accord de commerce compensé avec les ex-membres du CAEM.

Question 145

Veillez fournir des exemples de contrats de coopération commerciale à long terme en vigueur.

Sur quelles dispositions du GATT s'appuie la coopération commerciale à long terme? La Croatie a-t-elle l'intention de supprimer le régime de la coopération commerciale à long terme?

Réponse:

Dans le cadre de l'actuelle Loi sur les opérations de commerce extérieur, héritée de l'ex-Yougoslavie, la réglementation spéciale des activités des "coopératives de production à long terme" est encore en vigueur. Cela signifie que ces activités doivent être notifiées au Ministère des affaires étrangères dans un délai de 30 jours à compter de la signature du contrat entre les parties croate et étrangère.

Comme ce régime spécial était justifié par les conditions en vigueur dans l'ex-Yougoslavie, qui avait souvent des problèmes de balance des paiements et avait donc besoin d'appliquer divers types de restrictions aux transactions en devises, ainsi que par des considérations idéologiques et les conditions restrictives appliquées aux investissements étrangers, la Croatie a l'intention, comme le montre le projet de la nouvelle Loi sur le commerce, de ne pas réglementer ces activités à l'avenir, c'est-à-dire de laisser les parties en déterminer librement les modalités.

Les accords de production à long terme prévoyaient un échange continu de marchandises dans le cadre d'accords dits de compensation, sans aucun règlement monétaire pendant une période d'au moins trois ans (minimum légal). Les marchandises ainsi échangées sont des marchandises complémentaires destinées à la production d'un produit fini qui est ensuite vendu dans le pays de l'un des deux partenaires, ou dans les deux ou même dans un pays tiers. Ainsi, dans le secteur de l'automobile, un producteur fabriquant une ou plusieurs composantes (batteries, câblage, etc.) livre ses composantes au constructeur automobile, en règlement des produits finis importés.

La comptabilité de ces transactions est tenue selon le principe de la comptabilité courante, les partenaires enregistrant toutes les modifications sur la base des factures et documents douaniers.

Au moyen de rapports mensuels, la Banque nationale de Croatie contrôle ces transactions par des analyses financières et statistiques et, lorsqu'elle établit que le partenaire croate détient une créance importante sur le partenaire étranger, elle lui ordonne de la régulariser dans un certain délai.

Cette méthode de comptabilisation, admise autrefois dans le cadre des contrats de coopération à long terme, est le seul avantage accordé à ces entreprises dans le cadre de leurs opérations de commerce extérieur. Il faut souligner que les marchandises ainsi échangées ne bénéficient pas d'un traitement différent ou plus favorable, tel que contingents ou licences spéciales, que toute autre marchandise importée ou exportée normalement.

Actuellement, 90 contrats de production à long terme sont en vigueur entre des entreprises croates et étrangères, la plupart de ces dernières étant établies en Allemagne, en Italie et dans la Fédération de Russie. Plus des deux tiers de ces contrats ont été conclus avant l'indépendance de la Croatie.

En raison de la normalisation des activités menées dans le cadre de ces contrats, qui ne se distinguent plus guère des autres opérations de commerce extérieur, et de la disparition progressive de la quasi-totalité des avantages qui y étaient associés (à l'exception de la comptabilité courante), ainsi que de la libéralisation complète du régime des investissements étrangers, cette forme de coopération suscite de moins en moins d'intérêt.